

## LE POUVOIR COMMENCE À RECULER

# CONTRE MACRON MOBILISATION GÉNÉRALE!

PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

### Dossier

**GILETS JAUNES:  
DES MESURES  
D'URGENCE!** Pages 6 et 7

### ÉDITO

Penseurs aux ordres,  
gardiens de l'ordre  
Page 2

### PREMIER PLAN

1<sup>er</sup> décembre: une journée  
nationale de mobilisation(s)  
Page 3



### ACTU INTERNATIONALE

G20: faux semblants, guerre  
commerciale et krach rampant  
Page 5

### À LA UNE

Changer le système, pas le climat!  
Page 12





édito

Par MANU BICHINDARITZ

## Penseurs aux ordres, gardiens de l'ordre

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, les éditorialistes et penseurs aux ordres y vont tous de leurs petits avis et commentaires éclairés sur la mobilisation. Entre mépris de classe et surenchères dégueulasses, petit florilège.

Puisqu'il faut bien commencer par l'un d'entre eux, choisissons celui qui est sans nul doute le meilleur d'entre tous, l'ineffable Christophe Barbier, qui sait comment éteindre la contestation sociale. Sur le plateau de *C dans l'air*, table d'hôte pour analystes tout-terrain ouverte six jours sur sept, Barbier peut asséner avec beaucoup d'aplomb sa pensée profonde : « *Moi je pense qu'il y aurait quelque chose de très populaire à faire, c'est de supprimer la redevance télé, et ça beaucoup de gilets jaunes sont des gens qui regardent la télé, parce qu'ils n'ont pas beaucoup d'autres distractions dans la vie.* » Quand la bêtise le dispute au mépris...

Dans un registre plus politique (!), un autre vieil habitué des plateaux, Jean-Michel Apathie, nous livrait mardi matin sa petite analyse (qui ne connaît pas la crise) : « *Nous n'avons aucun interlocuteur crédible pour représenter un mouvement qui génère une violence immense et qui menace la nation. [...] C'est une forme d'irresponsabilité politique que nous n'avons jamais connue.* » Outre que l'on est en droit de s'interroger sur le statut bien curieux de ce « nous » en recherche d'interlocuteur, cette approche nuancée finit par délivrer sa vision profonde et puissante sur le mouvement des Gilets jaunes : « *Un vaste bazar où l'on trouve de tout et son contraire. [...] C'est de la foutaise de penser que ce mouvement est anti-inégalitaire.* »

Enfin, quand il s'agit d'en rajouter, souvent dans l'ignominie, BHL n'est pas en reste. Samedi, il tweetait à l'attention des manifestantEs en gilet jaune révoltés par l'usage systématique des bombes lacrymo des forces de l'ordre : « *"On a été gazés", répètent, en boucle, sur toutes les chaînes, les gilets jaunes... Savent-ils ce que "gazé" veut dire?* » Et, pour qui n'aurait pas compris, de rajouter le lendemain : « *À l'attention des hypocrites qui font semblant de ne pas comprendre, je persiste et signe: "être gazé" à Verdun ou en Syrie, à la Ghouta (pour ne pas parler de Birkenau) n'a rien à voir avec les lacrymogènes d'aujourd'hui.* »

Une polémique ignoble, certainement à la hauteur du désarroi des classes dirigeantes et de leurs chiens de garde face à un mouvement qu'ils n'arrivent pas à éteindre.

LE POUVOIR COMMENCE À RECULER

# Contre Macron, mobilisation générale!

Le 4 décembre, le Premier ministre Édouard Philippe déclarait, à propos du mouvement des Gilets jaunes : « *Il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas voir ni entendre cette colère. Je l'entends et j'en mesure la réalité, la force et la gravité.* » Et de proposer un « moratoire » de six mois sur les hausses des taxes sur les carburants et sur les modalités du contrôle technique, ainsi qu'un gel des augmentations des prix du gaz et de l'électricité. C'est tout? C'est tout. De toute évidence, Édouard Philippe et Emmanuel Macron n'ont rien vu, rien entendu, et rien compris.

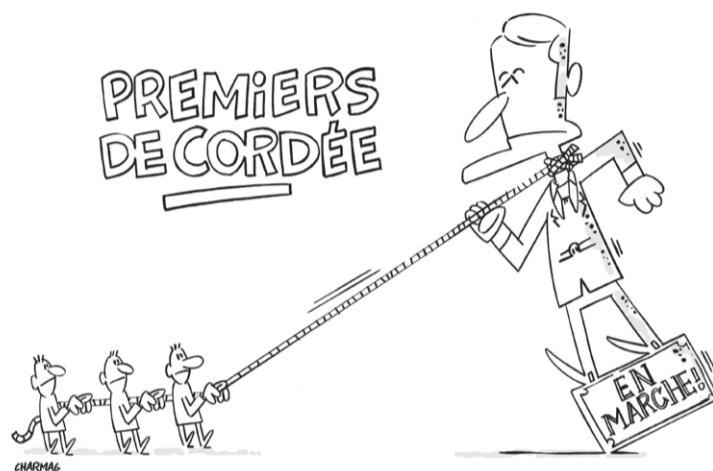
La colère qui s'exprime depuis plusieurs semaines autour du mouvement des Gilets jaunes est une colère profonde, et ce ne sont pas les fausses mesures annoncées par le Premier ministre qui répondront aux aspirations des centaines de milliers de personnes qui se mobilisent, et des millions qui sont solidaires. Le prix des carburants n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : ce qui se passe dans les rues et sur les routes depuis le 17 novembre n'a rien à voir avec un mouvement sectoriel qui pourrait être satisfait avec des promesses de non-augmentation des prix et quelques entourloupes comptables autour du SMIC, sans augmentation effective et substantielle. Quiconque s'est rendu dans les manifestations et sur les points de blocage de ces dernières semaines a en effet pu réaliser que c'est une politique dans sa globalité qui était remise en question : toujours plus pour les riches, toujours moins pour les plus pauvres ; un accroissement des inégalités socio-territoriales ; une arrogance et une condescendance vis-à-vis des classes populaires, qui confirment à qui refuserait de le voir que le pouvoir mène une politique de classe en n'ayant que mépris pour la grande majorité de la population.

### Crise politique

Il convient toutefois de prendre ces annonces pour ce qu'elles sont : un recul, très partiel, mais un recul tout de même, qui tranche avec l'inflexibilité affichée depuis l'arrivée au

pouvoir de Macron. Il faut dire que la journée de mobilisation du 1<sup>er</sup> décembre a marqué un tournant dans la situation, approfondissant la crise dans laquelle se trouve la Macronie depuis plusieurs mois. Une crise qui s'était notamment révélée au moment de l'affaire Benalla, suivie des démissions de Hulot, de Gérard Collomb, et des difficultés à composer une nouvelle équipe gouvernementale. Avec une base sociale en rétrécissement continu depuis un scrutin où Macron a été mal élu, la clique des start-uppeurs n'a que très peu de marges de manœuvre et, confrontée à une mobilisation inédite et populaire dans tous les sens du terme, donne des signes de panique qui devraient redonner du baume au cœur à celles et ceux qui avaient pu se laisser gagner par la résignation ou le fatalisme.

Il fallait les voir, le soir du samedi 1<sup>er</sup> décembre, avec leurs mines déconfites, à tenter de justifier l'injustifiable, de défendre l'indéfendable et de vouloir détourner l'attention sur « les casseurs ». Au soir d'une journée de mobilisation aux quatre coins du territoire (voir ci-dessous), les ministres et parlementaires LREM n'avaient rien d'autre à afficher que leur solidarité avec les forces de police et leur indignation face aux « violences ». Et de déplorer, au diapason des éditorialistes, l'absence de « représentantEs » avec qui dialoguer, grossier subterfuge pour ne pas discuter concrètement des revendications, aussi hétérogènes soient-elles, portées par le mouvement. Une agressivité et un mépris vis-à-vis des manifestantEs et de leurs soutiens qui n'a guère fait illusion : les enquêtes d'opinion



## À la Une

des jours suivants ont confirmé la popularité du mouvement – et la vulgarité de la manœuvre : une expression supplémentaire du rejet massif de Macron, de son personnel et de sa politique.

### C'est le moment!

Les faux reculs du gouvernement sont en ce sens de vrais points d'appui : ils sont la démonstration que le pouvoir vacille dans ses bottes et qu'une extension de la mobilisation pourrait les contraindre à reculer pour de bon. De nombreuses initiatives locales ont démontré qu'il était possible de construire des convergences entre les Gilets jaunes et des secteurs significatifs du mouvement ouvrier et du mouvement social, animés par une même exaspération face à une politique au service des riches et un mépris des classes populaires et de leurs revendications, ainsi que par un refus des mauvais coups à venir. Les mobilisations qui se développent dans les lycées indiquent que d'autres secteurs, y compris dans la jeunesse, sont prêts à rentrer dans la bataille.

C'est le moment ! Il faut désormais forcer la crise, et appuyer là où ça fait mal. La journée de mobilisation du 8 décembre est la prochaine étape de la bataille en cours, où les Gilets jaunes et leurs soutiens, les forces syndicales et politiques, ainsi que les écologistes convaincus de l'indispensable articulation entre revendications sociales et écologiques, peuvent et doivent se retrouver dans la rue pour faire franchir un nouveau cap à la mobilisation. Les unEs comme les autres, sans nier la diversité des préoccupations, ont tout à y gagner. Le pouvoir ne s'en sortira pas en continuant la violente fuite en avant de ces derniers jours contre les manifestantEs. Macron doit céder aux revendications du mouvement. Sinon il faut qu'il parte. Le NPA appelle le monde du travail, la jeunesse, l'ensemble de la population à se mobiliser samedi, à créer toutes les convergences possible s'exprime le rejet de la politique de Macron et de son gouvernement. Ceux-ci commencent à reculer : il est plus que temps d'y aller, de manifester, de bloquer l'économie, de bloquer le pays, notamment par la grève, touTEs ensemble.

Julien Salingue

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

## Une journée nationale de mobilisation(s)

La journée du samedi 1<sup>er</sup> décembre a marqué un tournant dans la situation politique et sociale. Aux quatre coins du pays, des rassemblements et manifestations ont eu lieu, avec parfois des mobilisations parallèles, et parfois des moments de convergence. Nous proposons un aperçu de ce qui s'est déroulé dans quelques villes, sans prétention à l'exhaustivité, mais qui donne une idée de la diversité des situations... et du climat général de contestation. Par nos correspondantEs.

### Marseille

La manifestation du 1<sup>er</sup> décembre sur Marseille a été à bien des égards une réussite, rassemblant sans heurts ni méfiance le mouvement syndical, plusieurs centaines de Gilets jaunes et des révoltés du logement insalubre. Au plus fort, on a pu compter autour de 15 000 personnes.

La manifestation des organisations syndicales a regroupé les habituéEs de ces rendez-vous, même si nous avons pu sentir une ambiance

plus combative et joyeuse. L'idée de la convergence plaisait, au point où les personnes présentes s'impatientsaient du départ en cortège.

Au même moment, la manifestation, baptisée « Marche de la Dignité », démarrait plus haut dans la ville, rassemblait plusieurs milliers de personnes, avec une colère toujours palpable. Lorsque ce cortège a déboulé sur la Canebière, les Gilets jaunes, regroupés à cet endroit, ont cédé le passage.

Et lorsque nous avons repris avec nos drapeaux NPA le slogan « Tous ensemble », très nombreux étaient celles et ceux qui levaient le poing, notamment celui qui tenait de l'autre main un drapeau français. Bref la convergence a eu lieu. Comme on dit : « Ça avait de la gueule ». Il y a alors eu des prises de parole, peu enthousiasmantes face à une soif d'action, une marche silencieuse jusqu'à l'hôtel de ville et une demande de dispersion non suivie d'effet. Ce sont alors

les flics qui sont passés à l'action avec des tir biens nourris, et sans raison, de gaz lacrymogène. De la même manière que lors de la marche de la colère, les participantEs sont restés, faisant face systématiquement aux flics. Bien plus de personnes que la dernière fois ont fait face, et c'était impressionnant. Des copains qui ont vécu Mai 1968 le disaient également... L'usage de la force sans sommation a choqué, et le face-à-face a duré jusque tard dans la nuit.

BIEN DIT

« Pour Macron, les classes populaires n'existent pas. »

GÉRARD NOIRIEL, liberation.fr, 2 décembre 2018.



# Un monde à changer

**TSIPRAS ET MACRON DANS LE MÊME BATEAU.** Le Premier ministre grec Alexis Tsipras annonçait triomphalement en août dernier que, grâce aux efforts réalisés, la Grèce avait retrouvé la liberté de fixer elle-même sa politique économique. Dans ce cadre, allaient être reversés à Athènes plus de 4 milliards d'euros issus des bénéfices obtenus par les institutions européennes et internationales sur leurs titres grecs. En effet, les créanciers du pays ont encaissé des intérêts juteux, sans grand risque puisque le gouvernement grec était sous tutelle. Ce qu'avait oublié de préciser Tsipras est que la Grèce restait sous la surveillance des autorités européennes. Dernier épisode : la Commission européenne a décidé en novembre de décaler le remboursement de ces profits car, malgré son zèle austéritaire, le gouvernement Tsipras n'en fait jamais assez pour Bruxelles. Ce qui bloque aujourd'hui, ce sont les privatisations, qui n'iraient pas assez rapidement. Pourtant, en matière budgétaire, le gouvernement grec est complètement dans les clous : il paye bien la dette et dégage un excédent de 3,5% du produit intérieur brut. Pour aider les banques privées à recouvrer leurs emprunts, le gouvernement Syriza a aussi considérablement intensifié la pression sur

les propriétaires endettés. Une législation spéciale a été ainsi adoptée contre les opposantEs aux saisies immobilières. Depuis le début de cette année, des dizaines de militantEs à travers le pays ont fait l'objet de poursuites et plusieurs procès sont en cours. Toutes celles et tous ceux qui agissent pour les droits sociaux sont exposés à la répression en Grèce. Il faut bien en passer par les quatre volontés du capital et de ses commis. L'austérité permanente, voilà ce qui est promis à la population grecque, mais pas seulement à elle. La France n'est certes pas un pays dominé dans l'Union européenne, sa situation est différente mais l'inspiration est la même : mentir et réprimer si nécessaire. Parmi les contraintes de la politique de Macron figure en bonne place le paiement d'une dette publique gonflée par les baisses d'impôts sur les riches et les grandes entreprises. En 2018, près de 42 milliards d'euros ont ainsi été versés en intérêts aux détenteurs des titres de la dette française. Pas question de dévier de cette priorité... Quitte à raconter n'importe quoi à la population sur les taxes «écologiques» et les capitalistes qui créeraient des emplois quand on baisse leur ISF. Tsipras vient de la gauche, Macron a joué à être au-dessus des partis, mais ils se retrouvent dans le même bateau de gérants des intérêts du capital.

## Eure

Environ 400 à 500 manifestantEs à Pont-Audemer. Le cortège est parti du rond-point Décathlon, principal accès à la ville côté est, tenu nuit et jour depuis deux semaines, avec blocage filtrant ou total selon les moments de la journée, pour se rendre à la mairie.

Une délégation a été reçue par le maire Leroux, PS lors de son élection, puis soutien à Macron. Sur place, un conseiller municipal s'est transformé en porte-parole de la mobilisation. Micro en main, il a dressé une liste des revendications qui permettraient d'augmenter le pouvoir d'achat. Parmi elles, la hausse du SMIC de 200 euros net, la hausse des retraites et des minima sociaux, la suppression de la taxe sur les carburants avec un transfert de cette taxe sur le kérosène, la revalorisation des salaires de la fonction publique, la baisse des taxes sur les bénéfices des PME, la renationalisation des autoroutes et de toutes les entreprises stratégiques françaises dont les banques, l'augmentation des effectifs dans la fonction publique, la revalorisation des bourses d'étudiantEs, etc.

À Louviers, près de 200 Gilets jaunes ont marché du rond-point du Becquet vers le centre ville, traversant le marché pour interpeller les passantEs, répétant inlassablement qu'il s'agissait là d'une manifestation pacifique. La matinée avait commencé au rond-point de l'Écoparc par une assemblée de Gilets jaunes, où une représentante a donné des informations et soumis le déroulement de la matinée au vote des participantEs. Intervention suivie par des prises de parole des unEs et des autres, avec libre accès au micro et le respect de la parole de chacunE : ça discute, ça échange. On n'est pas toujours d'accord mais tout est fait pour préserver l'unité du mouvement et l'esprit de solidarité. Et ça marche !

## Le Puy-en-Velay

À 10 h 30, rassemblement à l'initiative de la CGT devant la préfecture (300 à 500 participantEs) avec un objectif de convergence des luttes. Vers midi, entre 2000 et 3000 Gilets jaunes nous ont rejoints devant la préfecture, avec les tracteurs. Au début, un peu de tension avec nos drapeaux et chasubles rouges de la CGT, certains Gilets jaunes n'en voulant pas. Ils nous ont interrogés sur ce qu'on faisait... En gros : sommes-nous prêts à déclencher la grève ?



À Paris, le 1<sup>er</sup> décembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

Puis, passage à l'action : les grilles de la préfecture ont été ouvertes par les manifestantEs, et la cour investie. La cour a été remplie de pneus et de lisier. Jusque-là, ambiance bon enfant.

Après l'arrivée des renforts de la gendarmerie, les manifestantEs ont été sortis. Ils ont ensuite allumé un feu devant la préfecture, où des poubelles ont été brûlées, puis des palettes, des pneus... Pendant l'après-midi les flics ont jeté quelques lacrymos et grenades de désencerclement, et gazé les manifestantEs qui s'approchaient trop près des grilles.

Vers 16 heures, les premiers cocktails molotov sont apparus. Il restait alors environ 1500 personnes. Ça a beaucoup gazé, et les manifestantEs ont descélé des gros pavés qu'ils cassaient au marteau pour pouvoir les lancer.

Vers la tombée de la nuit, les CRS, arrivés en renfort de Givors ont tenté d'évacuer les manifestantEs : ils se sont pris une sacrée reculée à coups de pierres, de barres de fer, de barrières... et se sont repliés dans la préfecture.

Les choses sont ensuite montées d'un cran, jusqu'au jet des cocktails molotov dans la préfecture. Les flics ont volontairement traîné pour éteindre les incendies. Il restait alors environ 800 personnes, dont énormément de jeunes. Vers 20 h 30-21 h, des renforts de CRS sont arrivés et ont évacué les manifestantEs qui restaient.

## Alès

Le 1<sup>er</sup> décembre à Alès, on a vu la convergence des militantEs de gauche et des Gilets jaunes : la manifestation à l'appel de l'UL CGT (1500 personnes) a fait se retrouver les syndicalistes, les militantEs politiques (PC, FI, NPA, LO, La Rétiive, etc.) et les Gilets jaunes. Peu d'agressivité anti-politique de leur part, sauf venant d'un petit noyau marginal de fachos, une vraie convergence des luttes et des revendications excellentes, à base de revalorisation du SMIC, de lutte contre les taxes type TVA, de volonté de vivre dignement de son travail et pas de mendicité ou d'aides à la survie.

Après un conséquent tour dans le calme, la manifestation officielle (déclarée en préfecture) s'est terminée en ville comme convenu : les 3/4 de la manifestation ont alors poursuivi en direction du rond-point de Bagnols-sur-Cèze, occupé par les Gilets jaunes. Le parcours un peu long a fait que certainEs ont abandonné en route, mais plusieurs centaines de personnes ont toutefois rejoint le fameux rond-point : convergence concrète, prises de parole, solidarité et fraternité, un bon feu, des barricades et des camions qui interdisent la circulation. Un truc bien sympa donc...

## Nîmes

Rassemblement le 1<sup>er</sup> décembre à 11 heures devant la préfecture, organisé en quelques jours à l'appel de la CGT. Environ 300 personnes se sont déplacées, principalement des militantEs CGT. L'an dernier

il n'y avait rien eu pour la manif précaires chômeurs. Très peu de Gilets jaunes.

À 14 heures, manifestation des Gilets jaunes au départ du stade des Costières. 2000 à 3000 personnes ont défilé jusqu'à la préfecture. Tête de cortège : des motards suivis par des tracteurs (ces derniers occupent un rond-point dans un village à la sortie de Nîmes depuis le 17). Derrière, la manifestation avec deux banderoles : « Pour nous, pour vous » et « Pour vivre et non survivre ».

Les personnes présentes le matin n'avaient pas l'air d'être revenues pour cette manifestation. Présence du groupe FI local avec un tract. Les slogans : surtout *la Marseillaise* ou Macron démission. Quelques drapeaux bleu-blanc-rouge ou régionaux. Les Gilets jaunes occupent des ronds-points dans les deux principales zones industrielles de Nîmes, nuit et jour. Ils filtrent les voitures et retiennent plus ou moins longtemps les camions, qui jouent le jeu. Sur l'un des deux ronds-points, ce sont les salariéEs de l'une des entreprises qui ont lancé l'occupation. L'idée est bien de bloquer l'économie. Certains supermarchés ont des rayons vides... Des réunions d'organisation se déroulent sur ces deux lieux. On y parle beaucoup de se structurer, de nommer des porte-parole locaux, départementaux.

Drôle d'ambiance dans la ville avec les accès ou sorties d'autoroutes fermés et des stations-essence fermées.

## Le chiffre

# 10 000

C'est le nombre de grenades (très majoritairement lacrymogènes) qui ont été tirées par les forces de police durant la seule journée du samedi 1<sup>er</sup> décembre à Paris, selon les informations du Parisien. Soit 900 par heure en moyenne, c'est-à-dire 15 à la minute. Soit une toutes les 4 secondes, durant toute une journée...



## Agenda

**Samedi 8 décembre, Marche mondiale pour le climat.** À Paris, départ 14 h, place du Trocadéro en direction de la place Joffre.

**Samedi 8 décembre, Gilets jaunes : «Acte 4, on maintient le cap!»**

**Lundi 10 décembre, réunion publique «la Révolution allemande», Metz.** Avec Olivier Besancenot, Laurent Commaille et Patrick Le Moal. À 17 h 30, campus du Saulcy, amphi Hannah-Arendt. Organisé par Pour l'émancipation et le Laboratoire lorrain de sciences sociales.

**Mardi 18 décembre, Journée internationale des migrantEs : marche pour la liberté et l'égalité des droits.** À Paris, à 18 h place de la République. Facebook: Journée Internationale des migrants 18 décembre 2018

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

### «J'ai toujours été clair avec l'Arabie saoudite.»

EMMANUEL MACRON, Twitter, 29 novembre 2018.

**l'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## EUROPÉENNES

## Du rifici à la FI

La constitution de la liste de La France insoumise pour les prochaines élections européennes devait être un exemple de démocratie en choisissant une méthode « totalement innovante » avec la mise en place d'un comité électoral, un appel à candidatures sur internet... Mais depuis des mois, rien ne va plus.

Depuis juin dernier, la constitution de la liste européenne ne cesse d'entraîner des départs. Dans un premier temps, ce sont ceux et celles qui n'avaient pas obtenu de position éligible qui ont claqué la porte avec fracas, comme ce fut le cas de Liem Hoang-Ngoc ou Corinne Morel-Darleux qui, après quelques mois de réflexion, a annoncé le 25 octobre dernier, sur son compte Facebook, son départ de La France insoumise. Ce fut ensuite le tour de Sarah Soilihi, oratrice nationale de la FI, qui a quitté la FI pour rejoindre Génération.s. de Hamon. Puis, cerise sur le gâteau, le 15 novembre sur Facebook, Charlotte Girard, pressentie pour être la tête de liste aux européennes annonce pour « raisons familiales et professionnelles » refuser de conduire la liste. Et pour finir, le 27 novembre, le fameux comité électoral de La France insoumise a annoncé l'exclusion de la liste de deux anciens proches de Mélenchon : François Cocq et Djordje Kuzmanovic, qui fut son conseiller sur les questions internationales à la présidentielle et qui, le lendemain de son éviction, a annoncé son départ de la FI, dans une tribune dans *Marianne*, pour des raisons politiques de fond mais aussi pour des raisons d'organisation.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

## Une bataille d'égos ?

Face à cette situation interne et à ces départs bruyants, la garde rapprochée de Mélenchon répète à tue-tête que ce ne sont que des « décisions personnelles ». Selon Éric Coquerel, interrogé par *Mediapart*, « le seul point commun entre tous ces gens, c'est qu'ils n'étaient pas satisfaits de la place où ils étaient sur la liste ». Même argument côté Mélenchon, lorsqu'il écrit sur son blog le 29 novembre : « C'est d'ailleurs la caractéristique commune de ces cinq personnes : un ego boursouflé. Il leur rend insupportable de ne pas être dans les cinq ou les dix premiers de la liste européenne au mépris le plus total de ceux et celles qui ont été choisis à leur place pour être à ces positions ». Et puis c'est tout ! En fait, pas vraiment. Car même si une grande partie de ces militantEs se voyaient, il est vrai, en haut de l'affiche, beaucoup refusent aussi à cause d'un fonctionnement assez peu démocratique et d'une orientation politique qui vacille.

## Des problèmes démocratiques et d'orientation

Quand nous lisons les posts Facebook ou les tribunes des unEs et des autres, on s'aperçoit en effet très vite que ces départs sont aussi dus à des problèmes de démocratie interne, et pour certainEs à des problèmes d'orientation entre « populisme de gauche » et « gauche rassemblée ». C'est sans doute Corinne Morel-Darleux qui est la plus explicite le 25 octobre dernier quand elle écrit sur Facebook : « Il me semble que la stratégie et les moyens mis en œuvre par la FI aujourd'hui au mieux passent à côté des enjeux, au pire desservent les fins. » Et d'ajouter : « La critique interne, même bienveillante, est vécue comme une attaque, le pas de côté comme une trahison. » Quant à Charlotte Girard, à qui on ne peut reprocher de s'éloigner pour cause « d'ego boursouflé », elle indique refuser de conduire la liste pour des « raisons d'organisation ». Elle n'a sans doute pas apprécié le retour annoncé de Sophia Chikirou pour les européennes, et l'on a remarqué sa discrétion lors de l'épisode des perquisitions... La liste définitive des européennes doit être présentée lors de la convention FI qui se tiendra à Bordeaux les 8 et 9 décembre. À quelques jours de cette échéance rien n'est réglé. À suivre.

Joséphine Simplon

## Construire un front antiraciste large

Le durcissement des attaques néolibérales entraîne, à l'échelle internationale comme en France, un développement de l'extrême droite et du danger fasciste. La construction d'un front antiraciste large, capable de mettre dans la rue des milliers et, à terme, des centaines de milliers de personnes dans la rue comme en Allemagne, n'en est que plus importante.

Le développement de l'extrême droite et du danger fasciste résulte de trois phénomènes :

- Un affaiblissement des corps intermédiaires : afin de pouvoir mettre en place leurs politiques d'austérité, les gouvernements ont dû casser de nombreuses résistances dont les corps intermédiaires que sont notamment les syndicats. Pour rappel, la loi travail affaiblit considérablement les moyens des syndicats. L'ensemble des corps intermédiaires, syndicats inclus, ont toujours eu un double rôle : obtenir des avancées et pacifier le corps social. Suite aux attaques néolibérales, les corps intermédiaires sont devenus incapables de remplir leur double fonction. L'émergence de révoltes comme les Gilets jaunes s'expliquent largement par la nécessité pour la population de trouver de nouveaux canaux d'expression ;
- Un renforcement des politiques racistes et racialistes des États afin de maintenir des populations entières dans la précarité, la peur et donc l'exploitation. Pour ne parler que de la France, la loi asile et immigration, l'état d'urgence qui a permis une augmentation des violences policières dans les quartiers populaires et, récemment, la

proposition d'augmenter les frais de scolarité pour les étudiantEs étrangers vont dans le même sens : fragiliser les populations étrangères et racisées pour qu'elles puissent se faire plus violemment exploiter ;

- Un renforcement de l'extrême droite dans les urnes et des groupes identitaires sur le terrain : l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ou son renforcement dans les urnes (partout en Europe et dans une grande partie du monde) encourage la perpétuation d'actes racistes, homophobes et antisyndicalistes. En Italie comme au Brésil, la victoire de gouvernements d'extrême droite s'est accompagnée d'une multiplication des violences racistes et antisyndicales. En France la montée du Rassemblement national décomplexe les identitaires qui passent aux actions sur le terrain, entre autres et notamment dans les Alpes.

## Renforcer la conscience antiraciste

Dans ce contexte où les corps intermédiaires sont très affaiblis, des révoltes plus ou moins spontanées sur divers sujets comme les Gilets jaunes vont se multiplier. Ces révoltes sont des opportunités pour nous. Néanmoins, rien ne garantit



que les aspirations portées par ces mouvements vont aller vers plus d'égalité pour toutes et tous. Dans une période où le danger fasciste est réel, une partie des classes populaires, moyennes, des petits propriétaires et du patronat peuvent décider de faire une alliance contre-révolutionnaire. L'histoire a montré que ces alliances se faisaient systématiquement sur une ligne raciale, au détriment des raciséEs. Ainsi, une de nos tâches majeures dans la période est de renforcer, dans tous les secteurs où nous luttons, la conscience antiraciste. Nous devons également travailler à

l'émergence d'un front antiraciste capable de faire contrepoids à l'influence de l'extrême droite dans les futurs mouvements.

Dans cette perspective, la date du 18 décembre (journée internationale des migrantEs) est centrale. Tous les secteurs de la lutte contre le racisme s'en sont emparés. Il est à noter que les syndicats, dont la CGT, mettent des moyens considérables pour en faire une réussite. Ce cadre large et unitaire (composé de collectifs de sans-papiers, de collectifs de luttés contre les violences policières, d'associations d'aide aux migrantEs, de syndicats, de partis, de revues...) pourrait être l'embryon d'un front antiraciste large capable de mettre des milliers de personnes dans la rue, et à terme, des centaines de milliers comme en Allemagne. Les militantEs du NPA ont un rôle important dans la réussite de cette date en favorisant l'organisation de rassemblements le mardi 18 décembre à 18 heures dans un maximum de villes de France. Ensemble, face au développement de l'extrême droite et du danger fasciste, faisons de la construction d'un front antiraciste large, une des priorités de la période !

Hugo (commission migrations et antiracisme)

## BURE Malfaiteurs ? Alors j'en suis !

Bien qu'il soit couvert par le secret de l'instruction, le quotidien *Libération* (15 novembre) a eu accès au dossier de 10 000 pages à charge contre des militantEs de Bure. Les informations qui ont fuité donnent le vertige<sup>1</sup>.

Des milliers de conversations téléphoniques écoutées ; des poses de balises sous des voitures ; l'usage d'appareils de surveillance utilisés pour intercepter le trafic des communications mobiles d'une zone donnée - lors de manifestations, mais aussi lors de procès ; des centaines de saisies d'ordinateurs, de téléphones, de disques durs et de clefs USB au fil des 23 perquisitions de l'année écoulée ; des géolocalisations de téléphones ; une tentative de sonorisation de la Maison de résistance à Bure ; des dizaines d'expertises informatiques et ADN (parfois menées sur des sous-vêtements confisqués en garde-à-vue). On en passe...

## Au cœur du processus répressif

Nous vivons, en direct et grandeur nature, sur le site de Bure, l'expérimentation d'une extension de la loi de juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement à toutes les résistances politiques. Aujourd'hui on parle de Bure, mais les autres territoires en lutte, les luttes ouvrières, la solidarité avec les migrantEs... sont aussi concernés. Le panel d'interdictions imposées aux misEs en examen n'est d'ailleurs pas un à-côté du dossier, il est au cœur même du processus répressif. Toutes les personnes mises en examen et placées sous contrôle

judiciaire ont interdiction d'entrer en contact, et sont frappées d'interdiction de séjour à périmètres variables, allant des seules communes de Bure et de Saudron jusqu'à la totalité des départements de Meuse et de Haute-Marne. Derrière les atteintes à la liberté de réunion et d'association, ce sont des vies humaines qui sont mutilées, des amitiés qui sont mises sous scellés.

## Avec Bure, devenons tous et toutes des malfaiteurs !

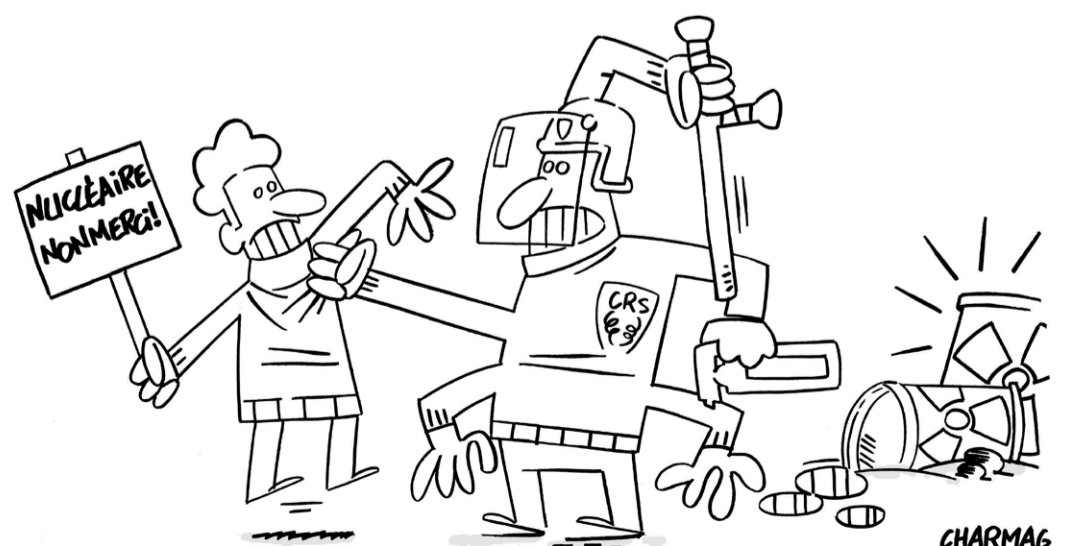
Plus de 150 intellectuelEs<sup>2</sup> déclaraient en juin 2018 : « Si les chouettes

et les hiboux de Bure devaient constituer une association de malfaiteurs, nous en ferions partie. » Depuis, des bals et fêtes « des Malfaiteurs » se tiennent dans toute la France. Des comités de soutien à la lutte de Bure se mettent en place. Les 50 étapes de la future caravane qui s'étirera de Bure jusqu'au festival Bure'lesque des 9, 10 et 11 août 2019 en passant par Lille, la pointe bretonne, Bordeaux, Narbonne, la vallée du Rhône, participeront de cette extension du domaine de la lutte. Au moment où l'Andra débute les travaux de réhabilitation de la

section de 40 kilomètres de voie de chemin de fer qui doit relier la ligne Paris-Strasbourg au projet Cigéo, et qu'une nouvelle lutte s'engage car sans cette voie, le projet dans son ensemble ne peut aboutir, soyons innombrables à être des Malfaiteurs, à faire des collectifs et réseaux de collectifs, dans toute la France, en tenant le fil qui nous relie touTEs, celui de la solidarité !

## Commission nationale écologie

1 - [https://www.liberation.fr/france/2018/11/14/bure-le-zele-nucleaire-de-la-justice\\_1692100](https://www.liberation.fr/france/2018/11/14/bure-le-zele-nucleaire-de-la-justice_1692100)  
2 - Contact : buretribune@riseup.net



CHARMAG



# G20 Faux semblants, guerre commerciale et krach rampant

Le sommet des 20 plus grandes puissances, qui représentent 85% du PIB mondial, le G20, s'est tenu à Buenos Aires, en Argentine. Macri, champion du libéralisme et ami des marchés, se félicitait, il y a un an, en prenant sa présidence: «Nous allons conduire ce G20 avec les nécessités des gens comme principale préoccupation [...], nous allons promouvoir des consensus pour un développement équitable et durable.» Démagogie et mensonges sur un avenir capitaliste radieux...

O nze mois plus tard, l'Argentine est plongée dans le marasme économique et social. Le peso a perdu plus de la moitié de sa valeur; l'inflation atteint les 50% et le pays s'installe dans la récession; les taux d'intérêt, relevés à 60%, sont les plus hauts du monde. L'Argentine a dû emprunter au FMI 57 milliards de dollars, les mesures d'austérité étranglent la population, le chômage a explosé... Face à la colère, le pouvoir se durcit.

Pour l'ouverture du sommet, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue dans une ville en état de siège – plus de 20 000 policiers – que le pouvoir paniqué avait voulu vider de ses habitants en donnant une journée de congés. Une situation à l'image des tensions économiques et sociales mondiales.

Macron, qui prétend être le champion du multilatéralisme capitaliste contre Trump l'isolationniste, a dû, à peine descendu de son avion, serrer la main à... un gilet jaune. Ironie de la petite histoire à l'égard de l'imposeur qui prétendait sauver l'Europe et le monde... Il a cependant trouvé un moment pour faire la leçon à MBS, Mohammed ben Salmane, le prince héritier d'Arabie saoudite, invité à titre d'observateur. Et de déprimer: «Autour de la table du G20, les doutes sont là, les fractures d'agressivité ressortent, les fractures se réparent». Quelle surprise!



## Trump maître du jeu ou... presque

Trump a exercé son bon vouloir, sans autre tact diplomatique. Il a commencé par annuler sa rencontre avec Poutine pour cause de tensions militaires en Ukraine, une heure après avoir estimé que cette dernière serait un «moment très opportun»... Dans les couloirs du G20, il a lui aussi accordé toute son attention à MBS. Peu auparavant, le Sénat US avait engagé une procédure visant à arrêter l'aide militaire à la sale guerre que mène l'Arabie saoudite au Yémen. Qu'importe, MBS est son ami tout autant que celui de Poutine...

Pour clôturer le sommet, alors que la veille du G20, dans un entretien à Wall Street Journal, il s'était dit prêt à relever à 25% les droits de douane sur 200 milliards de dollars

de produits importés de Chine, contre 10% aujourd'hui, et à taxer 267 milliards de dollars de produits importés supplémentaires, il a fait ami-ami avec Xi Jinping: question de rapport de forces et de dépendances réciproques. Les États-Unis ont annoncé qu'ils renonçaient à ce nouveau volet de taxes et la Chine s'est engagée à augmenter ses achats de produits étatsuniens, notamment agricoles et énergétiques, ainsi qu'à l'ouverture de discussions au sujet, en particulier, du respect de la protection de la propriété intellectuelle, de l'ouverture de son marché intérieur.

Le sommet a pondu une «déclaration des dirigeants du G20» sur un «consensus pour un développement équitable et durable», des mots creux pour sauver les apparences, même sur la question du climat ou

du protectionnisme, ainsi qu'un engagement unanime sur une «réforme de l'Organisation mondiale du commerce [OMC]» dont personne ne sait ce qu'elle pourrait réellement être...

## Crise permanente

Le G20, qui s'est réuni pour la première fois il y a dix ans, au lendemain de la crise de 2007-2008, prétendait réguler le capitalisme mondial. Un échec annoncé: le capitalisme financier mondialisé ne peut connaître d'autre régulation que la crise permanente.

Les spéculations boursières et financières se nourrissent d'une exploitation de plus en plus dure des travailleurs et des peuples au prix d'une régression sociale généralisée. La croissance capitaliste stagne, le commerce mondial aussi. Même le PIB allemand s'est contracté pour la première fois depuis 2015. La santé de l'économie US repose sur une politique de relance forcée qui laissera l'État sans recours quand la situation se retournera, probablement sous peu. Les bourses du monde entier connaissent un krach rampant depuis le début de l'année, avec un coup de semonce, «octobre noir», qui a vu 8 000 milliards de dollars partir en fumée.

Pour le G20, pas de panique, il faut rassurer les marchés et le peuple. Jusque-là, tout va bien...

Yvan Lemaître

## Le monde en bref

### Israël Netanyahu inculpé pour fraude et corruption?

Les ennuis s'accroissent pour le Premier ministre du gouvernement droite-extrême aux affaires en Israël. Après avoir subi des défections au sein de sa coalition (voir L'Anticapitaliste n°452), Benjamin Netanyahu est rattrapé par des ennuis judiciaires de taille. Le 2 décembre, la police israélienne a en effet annoncé avoir recommandé la mise en examen du Premier ministre et de son épouse, pour des affaires de «pots-de-vin, fraude et abus de confiance», mais aussi d'«obstruction» à la justice. Netanyahu est, comme le résume l'AFP, «soupçonné d'avoir tenté de s'assurer une couverture bienveillante de la part du site d'information Walla, en contrepartie de faveurs gouvernementales qui pourraient avoir rapporté des centaines de millions de dollars à Bezeq, principal groupe de télécommunications israélien, propriétaire de Walla.» Et ce n'est pas la première affaire de ce genre, puisque la police avait déjà recommandé, en février dernier, l'inculpation de Netanyahu dans deux affaires similaires. La réaction du Premier ministre a été à l'image de sa personnalité et de sa politique, brutale: «Quel cadeau de Hanoukka!», s'est-il exclamé devant des militants du Likoud, rejetant toutes les accusations et affirmant que les conclusions de la police n'étaient «pas légales», tandis que ses proches dénonçaient un putsch «gauchiste»... Le bourreau des Palestiniens a donc, une fois de plus, choisi de se défendre par l'attaque, quitte à précipiter encore un peu plus la crise politique alors que des élections se tiendront dans un délai rapproché. Comme le fait en effet remarquer Libération, «tout porte à croire que Netanyahu compte, s'il est inculpé et réélu, continuer à gouverner jusqu'à son éventuel procès, ouvrant la voie à une crise institutionnelle sans précédent.»

### Grande-Bretagne Des migrants accueillis par les supporters de Liverpool.

Mercredi 28 novembre, le club de football de Liverpool se rendait à Paris pour affronter le PSG. Comme à leur habitude, de nombreux supporters du club avaient fait le déplacement en car, et ont eu la surprise de découvrir, le lendemain matin à leur retour, deux migrants qui s'étaient cachés dans l'un des véhicules pour pouvoir franchir les contrôles frontaliers. L'un des deux hommes s'était placé dans un compartiment moteur, l'autre s'était dissimulé près d'une roue: autant dire que les migrants ont pris des risques considérables, qui témoignent à la fois de leur situation désespérée et de leur détermination se rendre en Grande-



Bretagne. Le Monde raconte la suite: «Les supporters de Liverpool les ont immédiatement accueillis dans le bus, les ont salués et pris dans leurs bras avant de leur offrir à boire et à manger. Les passagers du bus ont d'ailleurs pris de nombreuses photos en compagnie des migrants pour immortaliser sur les réseaux sociaux cette rencontre insolite.» Des scènes d'humanité et de fraternisation dont la presse britannique s'est largement fait l'écho, saluant l'altruisme des supporters. «La manière dont tous les passagers se sont comportés avec ces demandeurs d'asile lorsque nous sommes arrivés en Angleterre est tout à leur honneur, au club mais aussi à la ville de Liverpool», selon un responsable de la société qui a organisé ce voyage. Une «petite histoire», diront certains, qui n'en est pas moins une éclaircie et une source d'inspiration dans un paysage politique européen de plus en plus dominé par la rhétorique et les politiques xénophobes.

# ANDALOUSIE Des élections qui font mal

Retour sur les élections du Parlement d'Andalousie, organisées le 2 décembre.

L'Andalousie aura longtemps été la chasse gardée du PSOE. Pendant la Transition démocratique c'est elle qui a vu propulsés à la tête de l'État, pendant quatorze longues années, ses fringants, mais vite défraîchis, rejetons sévillans qu'étaient Felipe González et Alfonso Guerra: les deux artisans de l'acclimatation sans complexe du social-libéralisme dans la péninsule à l'unisson de la construction libérale de l'Europe.

## Système politique déstabilisé

Aujourd'hui Susana Díaz, héritière de ces duettistes à la présidence de la Communauté autonome, vient de faire subir à son parti un terrible camouflet: avec 28% des voix elle est en passe de devoir céder la place à une coalition de droite s'appuyant à gouverner avec l'appui de Vox, un parti d'extrême droite qui, contre toute attente, envoie 12 députés au Parlement régional (il n'en comptait jusqu'alors aucun).

Ce chamboulement politique majeur doit être rapporté à la situation de crise politique que vit l'État espagnol depuis 2008 et l'émergence d'un mouvement des Indignés qui, bien qu'éphémère, a déstabilisé



Santiago Abascal, le leader de Vox. DR

durablement la mécanique monarchique capitaliste de 33 ans de «miracle démocratique». Les deux partis hégémoniques pour assurer une alternance «gauche»-droite au profit des élites en place en contenant les poussées de colère épisodiques de la population, ne parviennent plus à remplir leur mission: Mariano Rajoy (PP) a fini par céder la place au gouvernement, pour cause de corruption avérée, au socialiste Pedro Sánchez. Mais celui-ci, sans majorité au Congrès, en est réduit à naviguer à vue: en donnant un coup à gauche, en faveur du salaire minimum, pour redorer son blason populaire, bien décoloré, en donnant un coup à droite contre la volonté d'autodétermination des CatalanEs et en refusant de libérer leurs prisonniers politiques ou en expulsant «à chaud» et à tour de

bras les migrantEs qui accostent en terre d'Ibérie.

## Revanche du PP, poussée de l'extrême droite

Le refus (ou l'incapacité) de la gauche (PSOE, Podemos et Izquierda Unida) à faire, dès le début de la crise catalane, le pari démocratique de l'autodétermination est probablement ce qui a pesé le plus dans cette élection: Andalousie vs Catalogne, voilà ce que la droite et l'extrême droite auront réussi à exploiter du fonds stéréotypé par lequel les oppositions «nationales» masquent et bloquent les logiques de classes (l'Andalousie bat les records de pauvreté et de chômage). Le PSOE, pourtant assidu à prendre la roue de l'État d'exception promulgué par Rajoy pour casser la poussée

indépendantiste en Catalogne, se sera vu incessamment reprocher par son opposition de droite d'être parvenu au gouvernement central avec les votes au Congrès, au demeurant sans lendemain, des catalanistes. Voilà la pointe émergée de l'iceberg des contradictions à l'échelon central qui se sont manifestées explosivement en Andalousie contre une gauche ayant joué, chacune avec sa partition, des pires ambiguïtés ou reniements sur les problématiques nationales sans rien asséoir de décisif, c'est le moins que l'on puisse dire, sur les revendications sociales. Au prix d'une abstention particulièrement pénalisante pour elle (plus de 41%).

Le résultat catastrophique est là: le PP vient de prendre, en Andalousie, sa revanche sur la défaite subie à Madrid. Avec en prime une poussée, sans précédent depuis 1978, des partisans de Franco et de son unité hystérisée de l'État espagnol qui polarisent de plus en plus l'échiquier politique. Le défi posé, en Andalousie, aux partisans de l'émancipation des peuples d'Espagne, est immense et appelle un ressaisissement d'extrême urgence qui n'est pas gagné.

## Correspondant

Pour plus de détails sur les résultats de l'élection andalouse lire ici: <https://mpa2009.org/idees/international/andalousie-la-droite-majoritaire-percee-de-l'extreme-droite>



## TAXES, FISCALITÉ, PROTECTION SOCIALE : DES MESURES D'URGENCE

**A**vec Macron (comme avec ses prédécesseurs), c'est un vrai mélémélo. Ceux d'en haut payent toujours moins, ceux d'en bas ont la double peine : des taxes et des services publics (hôpitaux, écoles, ...) dégradés. Des mesures d'urgence s'imposent avant même la réforme globale qui serait nécessaire pour créer un système fiscal plus juste.

### Annuler les taxes sur les carburants

Il faut d'abord annuler les taxes sur les carburants : pour celles et ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses, aller voir un médecin... leur hausse est catastrophique, surtout pour les plus modestes, alors que la moyenne cache en grande partie son effet. Jusqu'à 61% du budget des bas revenus est absorbé en dépenses « pré-engagées » (frais de logement, assurances, cantines, forfaits téléphoniques et audiovisuels). Ce qui reste pour vivre est donc réduit ; d'où l'effet décuplé des augmentations qui gênent beaucoup moins les hauts revenus. La hausse de ces taxes est supposée être positive pour l'écologie : il s'agit de réduire la consommation de produits pétroliers. En fait, lorsqu'on est obligé d'utiliser sa voiture, on n'a pas le choix : ce sont les autres dépenses qui sont réduites. Pour fournir des alternatives à la voiture, il faut faire le contraire de ce que fait Macron : arrêter toute fermeture de lignes de train, augmenter les transports en commun et lancer un grand plan de réhabilitation des logements. Et fournir une médecine de proximité :

MACRON NE FERA PAS DE CADEAUX ALIX GILETS JAUNES



arrêt des fermetures d'hôpitaux et de maternité, lutte contre les déserts médicaux.

### Rétablir et étendre l'ISF

Il n'y aurait pas d'argent pour tout ça. Eh bien, commençons par rétablir l'ISF : avec sa suppression, les super-riches ont gagné près de 4 milliards d'euros. On pourrait d'ailleurs même renforcer l'ISF, car trop de richesses y échappaient ou étaient imposées à un taux trop faible. On pourrait ainsi faire passer son produit de 5 milliards (avant la réforme Macron) à 10 milliards.

### Supprimer le CICE

Cette année, le coût du CICE mis en place par Hollande va passer de près de 20 milliards à 40 milliards,

car il est transformé en baisse des cotisations employeurs. L'argent coule donc à flots de ce côté, alors que le CICE, d'après les rapports officiels, n'a créé que de 100 000 à 200 000 emplois maximum (contre le million promis), et ceci alors que les entreprises perçoivent le CICE depuis plusieurs années. Cela fait cher de l'emploi !

Un emploi rémunéré 1700 euros net « coûte » 2920 euros environ, toutes cotisations et charges comprises (sans tenir compte des aides à l'employeur), soit 35 000 euros par an : les 40 milliards du CICE, c'est donc 1,140 million d'emplois à 1700 euros net ! Il faut supprimer le CICE et consacrer l'argent à des emplois utiles à l'école, dans la santé, pour les personnes âgées.

### La CSG

Le gouvernement augmente la CSG sur les retraités alors que le pouvoir d'achat des retraités recule déjà. En même temps, il baisse l'impôt sur les revenus du capital en mettant en place un système qui le fait sortir de l'impôt sur le revenu et, dans la future loi de financement de la sécurité sociale, prévoit que les finances de la Sécu pourront être encore plus ponctionnées pour financer les aides aux entreprises (avec des exonérations de cotisations employeurs non compensées).

### Cesser le pillage des finances de la Sécu

Il faut immédiatement annuler toutes les hausses de la CSG, impôt injuste, et ensuite la remplacer totalement par la cotisation patronale. Il faut aussi cesser le pillage des finances de la Sécu par les exonérations de cotisations. En remboursant les soins à 100%, celle-ci devrait couvrir complètement les frais de santé. Les complémentaires santé qui ont des taux de cotisations de plus en plus élevés seraient supprimées. Selon une étude récente du ministère de la Santé, déduction faite des différentes allocations, loger dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) coûte en moyenne 1850 euros par mois pour la moitié des résidents, alors que le revenu moyen des retraités français, tous régimes confondus, est de 1500 euros net par mois ! Et souvent, la qualité de vie laisse à désirer ! Il faut que la dépendance soit prise en charge par la Sécu pour que les anciens puissent vieillir dans la dignité (voir page 8).

**CONTRE UNE POLITIQUE AU SERVICE DES RICHES**

**DES MESURES D'URGENCE**

*Depuis 3 semaines, un vent de colère souffle sur les Gilets jaunes. Si ce sont les taxes sur l'eau qui a fait déborder le vase, bien d'autres mobilisations : injustice fiscale, disparition de services publics, questions sur les transports, répartition des richesses... Présentation de mesures d'urgence sociales.*

## POUR DES TRANSPORTS ÉCOLOGIQUES, ET AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS

**L**es trajets augmentent à cause de l'allongement de la distance domicile-travail, de la suppression des services publics en campagne ou zones périurbaines, des activités quotidiennes. Au lieu de mener des politiques capables de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, tous les gouvernements favorisent les entreprises du BTP, les constructeurs de véhicules et les transporteurs routiers. Au détriment des plus pauvres qui ne peuvent payer leurs déplacements, comme le disent les Gilets jaunes.

### Rouvrir les gares et les lignes de chemin de fer fermées

La politique du « toujours plus vite » a favorisé les lignes ultrarapides (TGV, LGV), en siphonnant les budgets de la SNCF, faisant disparaître les gares et les lignes secondaires qui permettraient de circuler sur tout le territoire.

### Développer les transports en commun, instaurer la gratuité

On a besoin de trains, de trams, de bus, nombreux, fréquents, publics, reliés à des plateformes de covoiturage, équipés pour transporter les vélos, en ville comme en zone rurale. Gratuits ! Pendant les pics de pollution, la gratuité pousse à utiliser les transports collectifs, donc diminue l'utilisation de la voiture. Le



À Paris, le 1<sup>er</sup> décembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

constat des villes et agglomérations qui l'ont mise en place est le même : la gratuité, ça marche !

### Engager la reconversion de l'industrie automobile

Cette reconversion urgente vers les transports en commun doit se faire impérativement sans casse sociale en imposant la continuité du salaire et des équipes de production. La voiture individuelle est le symbole de la démesure du capitalisme. Ne prolongeons pas cette fuite en avant avec l'imposition de la voiture électrique.

### Prendre le vélo au sérieux

Sa pratique reste marginale. Pourtant, il a été très populaire : il peut

redevenir ! Il faut y consacrer les moyens notamment en créant partout les parkings et aménagements de circulation nécessaires.

### Priorité au fret ferroviaire et fluvial

En France, les marchandises circulent à 85% sur la route, 9% sur les rails, 2,3% sur les fleuves. L'OCDE prévoit la multiplication par 4 des volumes transportés pour 2050. Il faut stopper cette évolution climaticide en diminuant le volume de marchandises sans rapport avec les besoins, relocaliser les productions, cesser les va-et-vient à travers le monde. Ce qui ne veut pas dire financer le ferroutage, les autoroutes

ferroviaires et les TGV-fret qui servent plus à permettre aux camions de contourner les nœuds routiers (montagne, mer, Paris, Lyon) qu'à réduire l'impact des poids lourds sur l'environnement. Il faut avant tout accorder la priorité au fret ferroviaire et fluvial.

### Comment financer ces mesures écologiques et sociales ?

- Augmenter le versement transport des entreprises.
  - Réaffecter les budgets « transports » des collectivités et de l'État accaparés aujourd'hui par les voitures et les camions (parkings, autoroutes, rocade...) au fret ferroviaire et fluvial, aux bus, au vélo, à la marche à pied.
  - Stopper les projets et chantiers autoroutiers qui visent le toujours « plus vite, plus loin » cher au productivisme, comme l'autoroute à l'est de Rouen, la LGV entre Limoges et Poitiers, le contournement de Strasbourg ou le canal vers le nord de l'Europe. Il est établi que ces infrastructures fonctionnent comme des aspirateurs à véhicules, augmentant le trafic jusqu'à saturation, au lieu de le fluidifier.
- Pour cela, il faut faire converger les luttes de toutes celles et ceux qui, sur le terrain, lient les questions écologiques et sociales : marcheurs pour le climat, zadistes, Gilets jaunes, syndicalistes...

## DES SERVICES PUBLICS D'URGENCE

**D**urant sa campagne électorale, Emmanuel Macron avait annoncé son objectif de « 120 000 suppressions de poste dans la fonction publique d'ici à 2022 ». Plus précisément, il s'agit de liquider 50 000 emplois dans la fonction publique d'État et 70 000 dans les collectivités territoriales. Comme si le problème était un excès de service public et non un déficit de service public...

### Destruction massive


Récemment, Olivier Dussopt, secrétaire d'État en charge de la Fonction publique et des Collectivités locales, expliquait, en ayant recours à la rhétorique technocratique de la Macronie : « Il faut d'abord travailler sur la façon de moderniser les services publics et de gagner en productivité. Ce n'est qu'à partir de là que l'on peut supprimer des emplois, tout en conservant un objectif : l'amélioration de la qualité du service public rendu aux usagers. La mise en œuvre des réformes étant progressive, plus nous allons avancer, et plus des marges de réduction des effectifs se dégageront. » Comprendre : nous allons améliorer la qualité du service public en supprimant des dizaines de milliers de postes. Telle est l'implacable logique du plan CAP 2022.

Éducation, santé, transports, finances publiques, service public postal, culture... Aucun domaine ne semble vouloir échapper aux ambitions destructrices du gouvernement qui, marchant sur les pas de ses prédécesseurs et en conformité avec les décisions européennes, s'attèle à démanteler méthodiquement les services publics et à les libéraliser, au nom des « économies nécessaires », de la « rationalité », de l'« efficacité ». Concrètement, on parle de fermetures de milliers de bureaux de poste, de « restructurations » dans le domaine hospitalier (avec entre autres la disparition des maternités de proximité), de fermetures de classes, mais aussi de la mort de milliers de kilomètres de « petites lignes » ferroviaires et, plus globalement, de l'éloignement toujours plus grand des services publics, qui oblige des millions de personnes à parcourir des dizaines de kilomètres pour pouvoir en bénéficier.

### Les services publics ne sont pas faits pour être rentables !

C'est exactement le contraire qu'il faut faire. L'éducation, la santé, les transports, la culture... ne sont pas faits pour être « rentables » ! À l'inverse des politiques de libéralisation et de démantèlement, qui s'accompagnent de la casse du





# URGENTES

# URGENCE!

*uffle sur le pays avec le mouvement  
r les carburants qui ont été la goutte  
autres questions sont posées par la  
on des services publics, problématiques  
esses, démocratie... Un ensemble de  
idé de revenir dans ce dossier, avec la  
ale et démocratique.*

## DE QUALITÉ ET ÉTENDUS!

statut de fonctionnaire, il s'agit de redonner tout son sens à la notion de «services publics». Financés par les impôts, ils doivent bénéficier à la collectivité et contribuer à résorber les inégalités sociales et territoriales sans considérant de rentabilité ou de compétitivité. Permettre à chacunE de vivre, c'est aussi permettre à chacunE d'accéder à la satisfaction de besoins essentiels indépendamment de ses moyens. C'est possible, en développant des services publics de proximité et de qualité, gratuits ou à très bon marché: pour l'éducation, pour la santé, mais aussi pour le logement, la culture, les activités sportives ou l'accès aux biens de première nécessité. Cela passe notamment par la réouverture des petites lignes et de l'ensemble des services publics de proximité, et par leur extension. Mais aussi:

- Une école gratuite où apprentissages techniques, manuels et intellectuels sont pensés en complémentarité et non comme un outil de tri social; une université gratuite et sans sélection; la fin des fermetures de classes, des moyens conséquents pour permettre à toutes et à tous de bonnes conditions d'apprentissage (effectifs limités à 20 par classe), avec des créations massives de postes de fonctionnaires et la titularisation de tous les précaires.

- La fin de l'austérité budgétaire à l'hôpital; la création de 120 000 emplois pour maintenir des établissements de proximité, comprenant au moins un service d'urgence, une maternité et un service de chirurgie, et créer des centres de santé publics ouverts 24/24 h pour la médecine de proximité.
- L'expropriation des groupes privés du secteur énergétique et la création d'un service public unifié de l'énergie, avec de véritables efforts de planification. Ce qui permettrait d'aboutir à 100% d'énergies renouvelables en 2050, qui combine arrêt du nucléaire, fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de trente ans, abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs et sortie des énergies fossiles.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

## GAGNER PLUS POUR VIVRE CORRECTEMENT

**M**embres du gouvernement, parlementaires et journalistes des principaux médias partagent la même langue. Quand les Gilets jaunes, des syndicalistes, des militantEs anticapitalistes parlent de taxes, ils comprennent et martèlent «impôts»; ils transforment cotisations sociales en «charges sociales». Et à salaires ils préfèrent «pouvoir d'achat». Ce concept est censé combattre la perception de la réalité qu'a une majorité de la population de ne pouvoir vivre correctement jusqu'à des fins de mois qui commencent de plus en plus tôt. Et pourtant on voit défiler sur les plateaux télé des experts économiques qui nous expliquent qu'il est contre-productif d'augmenter les salaires. Pour eux, il faudrait constamment remettre au goût du jour la doctrine selon laquelle les aides aux entreprises est la seule voie permettant de (re) lancer l'emploi, la croissance, les richesses, qu'il ne resterait plus qu'à laisser ruisseler jusqu'en bas de l'échelle sociale.

### Insoutenables inégalités

Si la «taxe carbone» a été le déclencheur, c'est bien la gravité de cette situation qui est au cœur de la mobilisation des Gilets jaunes. Avec la reprise de l'inflation, l'augmentation de la CSG, la baisse des APL, l'augmentation des prix de l'énergie, le blocage des salaires, la désindexation des pensions de retraite sont devenus insupportables. Le résultat des mesures budgétaires du gouvernement Macron consiste c'est un gain de 28 363 euros pour

les 0,4% les plus riches et de 86 290 euros pour les 0,1% les plus riches soit + 17%. À comparer aux 32 euros mensuels, toutes réformes confondues, hausse de la prime d'activité incluse, que gagnera en plus un salarié au SMIC, et aux 18 euros par mois accordés à ceux émergeant à 1,5 SMIC. Selon le Centre d'observation de la société, sur 10 ans, le niveau de vie moyen du dixième le plus pauvre a progressé de 20%, mais avec un gain annuel de seulement 1400 euros, soit 120 euros mensuels. Le niveau de vie des 10% les plus riches s'est accru de 25%, soit plus de 11 000 euros de gain annuel, 950 euros mensuels. L'écart entre le haut et le bas de la pyramide des revenus s'est creusé de 10 000 euros annuels.

### Toujours plus pour les plus riches

L'étude annuelle de 2018 du cabinet Proxinvest indique que la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 atteint 5 millions d'euros par an, soit plus de 280 années de SMIC. Cette augmentation (+ 14%) est la plus forte des dix dernières années. Pour les patrons des 120 plus grandes entreprises françaises, la rémunération moyenne annuelle s'est établie à 3,8 millions d'euros pour 2017, soit 214 années de SMIC, avec une hausse de salaire de 10%. Avec les réformes, principalement de l'impôt de solidarité sur la fortune et de l'impôt sur les revenus mobiliers, les 5034 personnes constituant les 0,01% les plus riches, c'est-à-dire gagnant plus de 2 millions d'euros de revenus annuels, ont vu leurs

contributions totales passer de 52% en 2016 à 46,6% en 2018. Cette baisse de 5,4 points se traduit par une économie de près de 253 800 euros. Au total, 1,27 milliard d'euros captés sur l'enveloppe de 4,5 milliards pour les 1% des ménages riches (qui correspondent, eux, approximativement, à 550 000 personnes). Selon les ONG Oxfam et Basic, de 2009 à 2016, les sociétés du CAC 40 ont versé en moyenne 67,4% de leurs bénéfices sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Les réinvestissements ont représenté quant à eux 27,3% des bénéfices et les primes pour les salariéEs (intéressements et participations) seulement 5,3%.

### Toujours plus de pauvres, toujours plus pauvres

Si l'on se réfère au seuil de pauvreté, à 60% du niveau de vie médian (1026 euros par mois), c'est avec près de 9 millions de personnes pauvres qu'il faut compter en France. Ce chiffre a augmenté de 820 000 au cours des dix dernières années. En dix ans, le nombre d'allocataires du RSA est passé de 1,3 million à 1,7 million. 7,6% de la population déclare ne pas pouvoir s'acheter une deuxième paire de chaussures faute de moyens. 4,8 millions de personnes ont dû faire appel à l'aide alimentaire en 2015. Près de quatre millions de personnes sont mal logées, soit que leur logement est très dégradé, soit trop petit, ou qu'elles n'ont pas de domicile personnel.

### Renverser la tendance

Pas étonnant que, dans ces conditions, les enquêtes indiquent qu'environ 80% des sondéEs pensent

que leur pouvoir d'achat s'est dégradé. Les richesses existent. Leur répartition est insupportable. Un des fondamentaux du système capitaliste c'est de réduire au minimum les revenus de celles et ceux qui produisent les richesses pour alimenter profits et dividendes. Dans les mobilisations qui se développent, nous défendons des revendications qui tendent à renverser la réalité de l'appauvrissement de la majorité de la population. La confusion semée par des dizaines d'années de discours patronaux et gouvernementaux rend nécessaire de reprendre des débats, des explications. Des débats pour montrer que si le «net» est ce que touche le/la salariéE, vient s'y ajouter la partie de salaire socialisé sous forme de cotisations sociales. Qui devrait couvrir la Sécu, les allocs, les retraites, le chômage, la dépendance...

Les urgences, ce sont:

- Une augmentation immédiate de 300 euros net pour toutes et tous. L'égalité intégrale des salaires et revenus pour les femmes et les hommes.
- Aucun revenu, salaire, pension, allocation chômage en dessous des 1700 euros net.
- Indexation des salaires sur le coût de la vie avec la (re)mise en place d'un indice de son évolution sur la base des dépenses réelles de la majorité. Des chiffres que nous devons pas asséner mais construire, valider avec les salariéEs, les privéEs d'emploi, les retraitéEs. Des urgences à arracher par nos mobilisations.

## CONTRE LEUR « DÉMOCRATIE », DÉCIDONS PAR NOUS-MÊMES!

**L**e système politique dans lequel nous vivons n'a rien de démocratique. Les partis politiques sont quasi interchangeables, les politiciens n'aspirent qu'aux postes de gestion des affaires de la grande bourgeoisie. Le président est élu tous les cinq ans et, une fois élu, est irresponsable et peut ne pas tenir ses promesses électorales, ou prendre des mesures dont il n'avait jamais parlé lors de ses campagnes. Les députéEs sortent des grandes écoles de l'administration, ou ils sont avocats, ou médecins, quand ils ne sont pas directement des hommes d'affaires... Ils ne nous représentent pas!

### Exigences démocratiques élémentaires

Il s'agit de défendre des exigences démocratiques élémentaires:

- Suppression de la présidence de la République et de ses pouvoirs exorbitants.
- Suppression du Sénat, une assemblée de notables élus par les notables.
- Proportionnelle intégrale à toutes les élections.
- Interdiction du cumul des mandats et de plus de deux mandats consécutifs dans la même fonction.
- Indemnité correspondant au salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé (actuellement 2300 euros brut par mois).
- Droit de vote à toutes les élections pour les résidentEs étrangerEs. Pour mettre en œuvre tout cela, une exigence démocratique élémentaire

est de mettre à bas la Constitution de la 5<sup>e</sup> République, imposée sans le moindre débat après le coup d'État de De Gaulle en 1958.

### La démocratie ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise

Des exigences démocratiques élémentaires qui imposent aussi de s'attaquer aux lieux réels de pouvoir: les banques, les grands groupes capitalistes, dont les dirigeants ne sont désignés que par leurs plus gros actionnaires, détiennent un pouvoir bien plus réel que les assemblées élues. De même, la démocratie s'arrête à la porte des entreprises: les salariéEs perdent tout droit réel et y sont soumis à l'autorité et à l'arbitraire patronal. Les capitalistes s'arrogent le droit de licencier, de fermer des unités de production, de bloquer les salaires, de développer des productions polluantes, sans en rendre compte à quiconque: face à cela, nous devons remettre en cause le pouvoir patronal, à commencer par la propriété privée des moyens de production qui enlève à la population la maîtrise des richesses produites et des choix de production.

### Prendre nos affaires en mains

Nous devons prendre nous-mêmes les droits démocratiques dont on nous prive, nous les travailleurEs, les chômeurEs, les retraitéEs ou les jeunes des quartiers populaires. Nous en avons les moyens, nous qui produisons toutes les richesses, nous sans qui rien ne

peut fonctionner dans la société. Cela commence à l'usine et au bureau, où les salariéEs doivent avoir le droit de faire de la politique, de diffuser des tracts ou journaux politiques, de se réunir pour débattre. Le patron, lui, fait bien de la politique tous les jours: lobbying auprès des ministres ou des élus locaux pour obtenir subventions ou marchés publics, exiger des dérogations au travail du dimanche ou l'adaptation des lois à ses besoins. Nous devons briser le secret industriel et bancaire derrière lesquels se cachent les patrons de nos

entreprises pour masquer les mauvais coups qu'ils nous préparent. Ouvrir les comptes des entreprises, rendre publics leurs projets, en finir avec le secret bancaire, c'est à la portée du monde du travail, de celles et ceux, secrétaires, employéEs de banque... entre les mains desquels passent tous leurs comptes. La démocratie ce n'est pas choisir tous les cinq ans des «représentantEs», c'est au jour le jour être maître des décisions vitales pour sa vie quotidienne dans l'entreprise, la ville, le quartier... sans déléguer ce pouvoir à de prétendus expertEs ou spécialistes.



CHARMAG



## CRIMES POLICIERS

## Babacar Gueye : « Pas de justice, pas de paix »



Samedi 1<sup>er</sup> décembre a eu lieu à Rennes une marche en la mémoire de Babacar Gueye, jeune Sénégalais abattu il y a un 3 ans par la police, dans le quartier du Gast.

Alors que ce jeune homme était en pleine crise psychologique et que les pompiers avaient été appelés, ce sont 8 policiers de la Bac qui sont arrivés et l'ont assassiné de 4 balles dans le dos. Depuis 3 ans maintenant, Awa Gueye et le collectif Justice et Vérité pour Babacar Gueye réclame que toute la vérité soit faite et que les coupables soient condamnés.

## Coordination et convergence

Tous les ans, nous marchons pour rappeler notre solidarité avec celles et ceux qui luttent contre les crimes racistes de la police, contre la répression et les violences policières qui frappent particulièrement les quartiers populaires où vivent une majorité de population issue de l'immigration coloniale. Samedi, nous étions près de 400 personnes à marcher avec elle et le collectif, dans le quartier populaire de Maurepas aux cris de « Pas de justice, pas de paix ». Des militantEs et des familles d'autres villes ayant subi les violences policières étaient présentEs aussi pour témoigner de leur combat. Cette année, cette marche se tenait dans un contexte social et politique particulier. Depuis 3 ans maintenant, s'est tissé autour du collectif et de plusieurs militantEs un cadre plus ou moins formel à Rennes, qui a permis la préparation des marches antiracistes et de soutien aux sans-papiers de Paris, et prépare la journée internationale des migrantEs du 18 décembre prochain. Ces liens tissés permettent en outre une meilleure coordination dans les actions de soutien aux sans-papiers et notamment leur mise à l'abri dans un immeuble réquisitionné depuis plusieurs semaines maintenant. La marche du 1<sup>er</sup> décembre coïncidait aussi avec l'appel Rosa Parks, contre le racisme d'État et les inégalités sociales. Seule ombre au tableau, l'impossible jonction entre les manifestations sociales de l'intersyndicale et des Gilets jaunes, et cette marche antiraciste. Le collectif pour Adama, en appelant à rejoindre les Gilets jaunes, a jeté les bases d'une convergence possible et nécessaire entre les combats des quartiers populaires et les revendications sociales qui s'expriment en ce moment.

Correspondant

# FORD BLANQUEFORT Dans le doute, on bataille jusqu'au bout

Nous sommes à quelques jours à peine du dénouement et d'une catastrophe annoncée. Le PSE qui consiste à fermer l'usine se termine le 18 décembre. Là-dessus Ford vient de repousser au 10 décembre son ultimatum adressé au candidat reprenneur concernant la présentation d'un plan de reprise « sérieux ». En fait c'est comme un faux suspense. Ford n'a pas osé fermer la porte à la reprise mais ne donne aucun signe qu'elle est prête à remettre en cause son objectif de fermer.

Depuis le début, la multinationale veut fermer l'usine et ne veut pas de reprenneur. D'ailleurs, elle fait tout pour saboter les discussions sur une reprise éventuelle. Dans l'usine, la direction fait sa propagande contre la reprise, disant que ce serait pire que d'être licenciés par Ford (grâce à son bon PSE), elle sème volontairement confusion, méfiance et divisions multiples. Ensuite les dirigeants de Ford Europe refusent qu'il ait des réunions en présence de toutes les parties, avec le candidat à la reprise Punch, les syndicats et l'État.

## Opacité des discussions

Du coup, quand elles ont lieu, et on sait que c'est le cas, ces « discussions-négociations » se déroulent dans l'opacité, entre Ford et Punch ou entre l'État et Punch ou encore entre l'État et Ford. Pour le reste c'est simple, entre Ford Europe et les syndicats, il n'y a aucun contact. Les seules rencontres auxquelles on participe, c'est avec l'État, avec Punch et parfois avec les deux en même temps.

En fait, tout est là pour que rien ne fonctionne. L'absence de transparence permet les tractations des uns avec les autres, tout ça dans un esprit très mal intentionné de part et d'autre.

Car on a une multinationale, Ford, qui veut partir vite, serait prête à céder son usine à un reprenneur, mais à la condition que Ford soit désengagée de tout, et tout de suite, y compris de la gestion du PSE (départs en préretraite, départ volontaires éventuels). La fermeture est déjà un scandale, mais si en plus Ford peut partir tranquillement sans avoir de comptes à rendre autres que



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

le chèque laissé à Punch comme solde de tout compte, c'est encore plus scandaleux.

Et puis on se trouve face à un reprenneur qui a compris qu'il pouvait faire une belle affaire. En plus d'avoir un personnel expérimenté, il prend l'argent laissé par Ford, avec au passage des subventions publiques apportées par les collectivités territoriales. Et, en plus, il ose exiger des gains de productivité par un gel des salaires, une modulation du temps de travail et une suppression de 5 RTT. Rien que ça. Soi-disant pour des raisons de compétitivité, il est nécessaire de réduire les coûts. Une réduction, ce n'est pas original, qui serait faite sur les salaires des travailleurEs et pas ailleurs.

## Une situation très tendue

Alors c'est tendu, très tendu. Les syndicats résistent comme ils peuvent, certains plus que d'autres, refusant clairement de subir les pressions et les chantages divers. C'est à prendre ou à laisser. Que fait-on ? Accepter un recul, encore un, pour limiter la casse ? Reste-t-on sur notre position initiale ? C'est évidemment compliqué, car nous savons que c'est injuste, que c'est inadmissible. Mais Punch sait que nous ne sommes pas dans une position confortable. D'un côté un reprenneur cynique et rapace, brutal, de l'autre la fermeture, les licenciements, le chômage pour un personnel relativement âgé. Voilà, on est en plein dedans, on débat, on s'engueule un peu dans le syndicat, beaucoup en intersyndicale, on s'accroche, on voit comment on avance, comment on manœuvre dans ce bazar. On discute énormément avec les collègues, on fait des AG, plusieurs en quelques jours, pour expliquer, rendre des comptes, débattre des choix à faire. C'est très utile et cela a un effet positif pour le climat dans l'usine.

## Tant qu'il y a de la lutte...

Cette semaine, on va tenter de réamorcer la discussion avec Punch, sous l'autorité de l'État. Une autorité bien relative car l'État fait preuve d'une incapacité à imposer à Ford comme à Punch un minimum de respect pour nous salariéEs mais aussi des intérêts collectifs autour de l'usine. Mais le fait de résister, de batailler encore aujourd'hui, sans perdre l'espoir de sauver l'usine, ça permet de poser problème, de mettre en évidence les coups tordus, les mauvaises intentions du monde patronal. Comme cela a été dit, tant qu'il y a de la lutte, il y a de l'espoir. En tout cas, nous donnons rendez-vous à toutes et tous, aux collègues, aux habitantEs, aux éluEs locaux, aux militantEs syndicaux, associatifs, politiques, sans oublier les Gilets jaunes pour un rassemblement devant l'usine le samedi 8 décembre, à 2 jours de l'ultimatum, pour dire que cette usine ne doit pas fermer, que cela concerne tout le monde.

Philippe Poutou

## LA POSTE La direction s'acharne contre Gaël!

Gaël doit continuer d'intervenir dans les centres et les bureaux: toutes et tous à Versailles le mercredi 12 décembre!

Une fois n'est pas coutume, la direction de La Poste l'a mauvaise : même licencié par autorisation directe de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, le secrétaire départemental du Sud Poste 92, Gaël Quirante, peut continuer à intervenir sur les centres et les bureaux et à assurer son mandat syndical. C'est pourquoi La Poste s'acharne encore et encore à casser les décisions juridiques qui, jusqu'à présent ont donné raison au syndicat : il n'y a pas de corrélation entre le licenciement et le mandat que Gaël tient

de ses collègues, syndiqués ou non, et de son syndicat.

## Mobilisation le 12 décembre

À force de se prendre des vestes, la direction de La Poste ne remet plus en cause son mandat mais veut tenter de réduire au maximum sa liberté de circulation. Et pour cause : pour une direction campée sur sa casse du service public postal et des payes à 0 euro, les syndicalistes combattives et combatifs et les plus de 8 mois de grève des postières et postiers du 92 sont un caillou dans la chaussure du PDG Wahl.



Photothèque Rouge / MIO

Le mercredi 12 décembre, c'est La Poste qui devrait passer en procès : conditions de travail inhumaines, flux tendu, salaires de misère, suicides en augmentation et répression systématique de celles et ceux qui relèvent la tête, 10 ans de mises à pied cumulées depuis 2014 pour les représentants syndicaux en région parisienne.

Alors le 12 décembre, mobilisons-nous en solidarité avec Gaël, pour soutenir la grève et lui permettre d'être victorieuse, pour que La Poste cesse son acharnement judiciaire contre Sud Poste 92, son secrétaire départemental et les grévistes!

## Correspondant

Rassemblement mercredi 12 décembre, Cour d'appel de Versailles, 5 rue Camot, RER Versailles-Rive-gauche.

## MAISONS DE RETRAITE

## Coûts exorbitants et conditions de vie déplorables

Deux rapports publiés cette année ont mis l'accent sur la façon dont sont traitées les personnes âgées en France. Le ministère des Solidarités et de la santé a publié une enquête portant sur le coût à la charge des résidentEs en maisons de retraite<sup>1</sup>, tandis que le Comité consultatif national d'éthique s'est intéressé aux conditions de vie des retraitéEs dans les maisons de retraite<sup>2</sup>.

En 2016, la moitié des résidentEs en maison de retraite ont payé, après déduction des allocations et des contributions obligatoires

des familles, au moins 1850 euros par mois pour financer leur prise en charge : 2420 euros dans les établissements privés à but lucratif, 1790 euros dans



# ASILE La file d'attente invisible

**A**vec l'instauration des Plateformes d'accueil pour demandeurs d'asile (PADA), il a été créé un obstacle supplémentaire, puisque c'est d'abord à la PADA que le ou la demandeurE d'asile doit se présenter (avec file d'attente), puis en préfecture.

## Service payant

Depuis mai dernier, un nouveau sas a été mis en place en Île-de-France par l'Office français d'immigration et d'intégration (OFII), avec l'instauration d'une plateforme téléphonique, habilitée à donner les rendez-vous en PADA à discrétion dans les huit départements de la région, et censée supprimer les files d'attente et autres campements. Les demandeurEs d'asile devront être munis d'un portable, faire le numéro 01 42 50 900 à leurs frais, car la communication est payante, et un rendez-vous sera donné en PADA par SMS. Les demandeurEs sont évidemment censés avoir un portable personnel et de l'argent pour payer les communications dès leur arrivée en France, soit dans la période où ils et elles n'ont droit à aucune aide matérielle.

## Le numéro ne répond plus

Après quelques ratés au départ, et bien souvent des délais d'attente coûteux se terminant par « *Nous vous prions de bien vouloir renouveler votre appel* », la plateforme a fonctionné et des rendez-vous ont été donnés à un certain nombre de personnes en PADA – même s'il s'avère que les PADA en reçoivent moins qu'avant – et ensuite en préfecture. Mais, depuis plus d'un mois, le numéro ne répond pas. Les associations de défense du droit d'asile ont reçu ces dernières semaines des plaintes de demandeurEs d'asile qui... ne peuvent demander l'asile, faute d'interlocuteur. Alors que le lancement de la plateforme avait fait l'objet d'une réunion de la direction de l'OFII avec les associations, donné lieu à un tirage de flyers multilingues et avait été abondamment et positivement relayé, l'engorgement n'a jusqu'à ce jour donné lieu à aucune explication de l'OFII qui avait promis de traiter au moins 300 demandes par jour, et de « *résorber les stocks résiduels* » (comprendre les demandeurEs d'asile en attente).

## Agir sans délai

Du côté des associations, c'est pour le moment le silence. Chaque demandeurE est renvoyé à sa solitude, son désespoir, sa misère. Ils et elles courent le danger d'être renvoyéES, car sans papiers : qui les croira lorsqu'ils et elles expliqueront avoir tenté de joindre la plateforme téléphonique ? Et si enfin la situation venait à être débloquée, certainEs auront alors dépassé le délai des 120 jours prévus pour demander l'asile en procédure normale, et seront placés en procédure accélérée. CertainEs ont déjà filé en régions, d'autres veulent aller dans un autre pays. C'est la recherche désespérée de la solution individuelle qui prévaut, puisque ces demandeurEs sont désormais atomisés.

*Il y a quelques années, pour demander l'asile en France, il suffisait de se rendre en préfecture, parfois à plusieurs reprises, pour enfin obtenir le formulaire à remettre à remettre à l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Ce n'est plus le cas.*



Photothèque Rouge/JMB

Face à cette situation dramatique, et parce que les files d'attente « visibles » devant les PADA ont disparu, et avec elles l'élan de solidarité des deux années passées, il ne reste qu'à espérer

que les associations de défense du droit d'asile, au fait de ce nouveau drame, agiront sans délai pour demander des comptes aux autorités.

**Maria Puccini**

## ARRÊTS DE TRAVAIL Ne pas les prendre nuit gravement à la santé

*Au moment où le gouvernement envisage de nouvelles mesures pour réduire les arrêts de travail et contrôler encore davantage les médecins censés être trop généreux pour les attribuer, une étude de l'assureur Malakoff-Médéric dont les résultats viennent d'être publiés prend à contrepied le discours gouvernemental et les préjugés largement encouragés sur ce sujet.*

**C**ette étude menée auprès de 2 millions d'assuréEs de la compagnie, et complétée par un sondage auprès de 5000 salariéEs, établit que les travailleurEs sont de plus en plus nombreux à renoncer aux arrêts de travail qui leur sont prescrits, au prix de la dégradation de leur santé.

### Très fortes pressions

42% des personnes interrogées se seraient vu prescrire un arrêt maladie au cours de l'année précédant le sondage, soit un point de plus que l'année d'avant. Les interruptions de



DR

travail de plus de trente jours auraient augmenté de 10% entre 2012 et 2016. Mais 23% des arrêts maladie prescrits n'ont pas été respectés, ce qui représente quatre points de plus qu'il y a un an. Sans surprise, ce sont dans des secteurs comme l'hôtellerie-restauration ou les personnels d'encadrement, soumis à de très fortes

pressions, que les arrêts sont les moins respectés. Pourtant, la moitié des personnes interrogées considèrent que la productivité et la qualité de leur travail, ainsi que leur état de santé, a pâti de leur refus de s'arrêter, et peut avoir provoqué des rechutes et le prolongement de leur maladie.

**Jean-Claude Laumonier**

les établissements publics hospitaliers et 1730 dans les établissements publics non hospitaliers. Or les retraitéEs perçoivent une pension moyenne de 1380 euros brut<sup>3</sup>. Plus d'un tiers d'entre elles et eux donc doivent puiser dans leur épargne, et 11% sont contraints de demander une aide à leurs proches pour payer leur établissement. Ces tarifs sont exorbitants, alors que les conditions de vie des personnes âgées sont souvent dégradées, particulièrement en Ehpad.

## Maltraitance institutionnelle

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) s'en inquiète. Son constat est réaliste : la dénégation collective du vieillissement conduit à une maltraitance latente et non assumée. Cette exclusion de la société pose de véritables



problèmes éthiques, notamment le respect qui est dû à nos ancienEs. Sur quels fondements repose le fait de réduire l'espace d'une personne âgée à celui d'une cellule monacale, de concentrer

les personnes âgées entre elles et dans un même lieu ? Le CCNE estime que le maintien à domicile est souvent difficile, voire impossible parce que les proches, des aidants « naturels », ne sont pas suffisamment soutenus, et les professions du maintien à domicile ne sont pas valorisées socialement ni convenablement rémunérées. Enfin il préconise tout aussi justement la création d'un cinquième risque de la Sécurité sociale pour financer la dépendance.

## Nos mamies et papys valent plus que leurs profits

Le secteur privé lucratif doit être exproprié car nos ancienEs ne doivent plus être victimes des groupes qui font du cash sur leur dos. Le NPA revendique un service public des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> âges, prenant

en charge des services permettant le maintien à domicile lorsque cela est compatible avec l'état de santé, et des séjours en établissement lorsque cela est nécessaire.

Nous voulons que soient développés et généralisés des services : portage des repas, transports adaptés, télé-alarme gratuite ; des centres de santé, des logements accessibles aux personnes âgées et aux handicapéEs.

Toutes les personnes, sans discrimination, quels que soient leur degré de dépendance et leurs ressources financières, doivent pouvoir être accueillies dans des établissements médicalisés ou non. Un plan d'urgence de construction doit être lancé pour que toutes les personnes âgées ou dépendantes qui en ont besoin soient hébergées en établissement. Des

## IMPLANTS MÉDICAUX

# Un nouveau scandale sanitaire mondial

*L'enquête du consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), menée pendant un an par 250 journalistes de 36 pays, révèle un nouveau scandale sanitaire mondial. On parle de pas moins de 80 000 mortEs et 1,7 million de blesséEs en 10 ans... rien qu'aux USA.*

**L**es chiffres des accidents et des mortEs en France resteront inconnus... faute de recueil fiable de données. Une opacité qui ne doit rien au hasard, tant la traçabilité de ces dispositifs a été négligée, voire refusée par les gouvernements, alors qu'une simple pièce de boucherie doit avoir son code barre!

## Secret des affaires

Impossible de savoir qui sont les 30 000 femmes qui en France se sont fait poser des prothèses PIP, avec leurs fuites et leur gel de silicone trafiqué, responsable d'inflammations ou de cancer du sein. Faute de vigilance des autorités de santé, c'est la détermination des femmes du réseau RESIST qui imposera en 2017 le retrait du marché des implants contraceptifs intra-tubaires Essure de Bayer, pour douleurs musculaires et articulaires, allergies, dépression. Dans la plupart des pays européens, secret des affaires oblige, les déclarations sur les accidents sont confidentielles, et même parfois inexistantes. L'enquête de l'ICIJ révèle une augmentation de ces incidents, notamment pour les pompes à insuline et les appareils de dialyse à domicile, et même un doublement en France en dix ans.

## Certifications achetées

Le point de départ de l'enquête, un simple filet de mandarines, déclaré comme implant vaginal par une journaliste néerlandaise... Et qui obtient sa certification européenne ! C'est que les implants médicaux (prothèses mammaires, stents, implants contraceptifs, pacemaker...) n'ont pas besoin d'autorisation de mise sur le marché, avec les dossiers de recherche clinique qui vont avec. Une simple certification, donnée par des entreprises privées habilitées par l'Agence du médicament, suffit à obtenir cette certification CE valable pour toute l'Union européenne. C'est le fabricant qui choisit et qui paie l'organisme de certification de son choix. Un système réglementaire défectueux par nature, confié à des sociétés privées, concurrentes, choisies et payées par les industriels...

## Pour une traçabilité complète

Pour stopper le scandale, il faut la traçabilité complète des implants médicaux. La déclarations des incidents sur une base de données, accessible au public, doit être une obligation légale, enseignée dans les facultés de médecine et susceptible de poursuite si elle est ignorée, comme c'est trop souvent le cas. Une disposition envisagée, puis abandonnée sous la pressions des États européens ! Parce que les dispositifs médicaux doivent sauver des vies, et pas les profits des firmes, ils doivent être soumis à une autorisation de mise sur le marché, comme les médicaments. Et la balance bénéfices-risque de ces produits parfois vitaux doit être déterminée par des agences publiques indépendantes, sous le contrôle des professionnels, des associations et des usagerEs.

**Frank Cantaloup**

dispositions qui évitent la ghettoisation, par exemple des étages spécifiques dans des immeubles comme cela est préconisé par le CCNE, doivent être débattus et mises en œuvre.

La Sécurité sociale doit prendre en charge le recrutement à la hauteur des besoins et le financement des personnels médicaux, paramédicaux et d'accompagnement des seniors, et la formation continue du personnel intervenant à domicile ou dans les établissements.

**S. Bernard**

1 – « Comment les seniors financent-ils leur maison de retraite », *Drees études & résultats* n°1095, novembre 2018.

2 – « Enjeux éthiques du vieillissement », *AVIS* n° 128, février 2018.

3 – En 2016. Source : « Les retraités et les retraitées », *Drees*, 2018.



**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°102 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



**L'Anticapitaliste**

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai : Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois 10 €	

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## Conférence nationale des jeunes du NPA

# La colère éclate, ne restons pas sur le bord de la route!

Ce week-end, les jeunes du NPA ont tenu leur conférence nationale à Paris. Les 89 délégués représentant plus de 260 militantEs ont échangé sur les expériences des deux dernières années mouvementées dans la jeunesse et ont discuté de la situation politique actuelle qui est riche de possibilités pour combattre la politique de Macron et le système capitaliste. Les congressistes ont adopté à la majorité la déclaration suivante.

La situation a changé. L'irruption dans la rue de celles et ceux qui triment et peinent à joindre les deux bouts à la fin du mois est venue bousculer l'actualité sociale du pays. Accompagnée de secteurs déclassés de la petite bourgeoisie, c'est bien une fraction de la classe ouvrière qui se mobilise massivement depuis plus de deux semaines : sa frange la plus précaire et la moins visible, souvent hors des radars des militantEs syndicaux ou politiques. Malgré la confusion des revendications, le ciment de cette mobilisation est un véritable ras-le-bol contre la vie chère et la difficulté à boucler les fins de mois. La taxe sur le carburant n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Hausse des prix dans tous les domaines, bas salaires et petites retraites : il y a toutes les raisons de se révolter.

### Vers l'extension de la lutte des Gilets jaunes

C'est la remise en cause de l'ensemble de la politique de Macron qui est aujourd'hui en jeu. Et il n'est pas dit que le gouvernement arrive dans les jours qui viennent à éteindre la colère. Les mesures annoncées ont encore jeté de l'huile sur le feu. L'absence



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA

d'interlocuteurs qui serviraient de tampons pour canaliser et brider ce mouvement est un problème pour le gouvernement. Il met en scène ses discussions avec des porte-parole autoproclamés et cherche à remettre en selle les directions syndicales dépassées jusque-là par ce mouvement. Nous, les militantEs du NPA Jeunes, devons intervenir activement et directement dans cette mobilisation en défendant notre propre politique : l'extension de la lutte des Gilets jaunes à celle de l'ensemble de la classe ouvrière et

sa structuration dans les lieux de travail pour renforcer son caractère et ses perspectives de classe. Les révolutionnaires sont les seuls à être jusqu'au bout partisans de l'auto-organisation des masses ainsi qu'à vouloir que les mouvements ne soient pas dévoyés sur des voies politiciennes électorales mais aillent vers la perspective de la grève générale. De Le Pen à Mélenchon, les autres partis proposent leur politique : nous ne devons pas leur laisser le terrain libre ! C'est notamment la seule manière de combattre l'influence

du petit patronat et de l'extrême droite dans le mouvement.

### Construire la mobilisation de la jeunesse

Partout où cela est possible, nous devons nous rendre dans les rassemblements, les blocages, les réunions des Gilets jaunes en y défendant notre politique. À la porte des entreprises, sur les marchés populaires, tout comme dans nos lieux de travail et d'étude, il faut chercher à étendre ce mouvement contre la vie chère sur nos bases. Vendredi 30, les lycéenEs sont rentrés dans la bagarre largement sur une base politique : nous devons nous déployer sur les lycées le plus souvent populaires afin de pousser à ce que la mobilisation des jeunes se lie au mouvement d'ensemble contre la politique de Macron.

Dans les facs, l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiantEs étrangers choque et les jeunes commencent à s'organiser. Nous devons militer dans ce mouvement en cherchant à en faire une mobilisation de tous les étudiantEs – étrangerEs comme françaisES – contre cette loi qui renforce, après Parcoursup, la sélection sociale dans l'enseignement supérieur et préfigure l'augmentation des frais d'inscription pour toutes et tous. Cette mobilisation, nous devons chercher à la relier – dans nos analyses et dans les échéances de manifestation – à celle des Gilets jaunes pour que la jeunesse rejoigne cette lutte radicale et profonde, afin de changer le rapport de forces contre le gouvernement au service du patronat.

La situation est enthousiasmante et ouvre de réelles opportunités d'intervention pour des militantEs révolutionnaires : mettons-nous en ordre de bataille pour les saisir !

## Souscription du NPA

# De l'inégale répartition des richesses...

Il y a quelques jours, le JDD rendait publique la liste des donateurs de la campagne présidentielle de Macron et de son parti. De quoi (re)mettre en lumière le « cercle vertueux » de ces nantis qui financent la campagne de ceux qui ensuite les financeront à leur tour avec les deniers publics... Quand l'inégalité entretient l'inégalité!



de jours, on apprenait l'ouverture d'une enquête préliminaire du parquet de Paris concernant l'origine de 144 000 euros de dons perçus par La République en marche en 2017...

Tout cela pour dire que, sans surprise, ceux d'en haut ne se trompent pas : ils savent reconnaître l'un des leurs, et sans difficulté financière, le financer, lui et son parti. En ce qui nous concerne, nous, nous ne pouvons compter que sur les dons de nos militantEs et sympathisantEs, camarades, famille, et amiEs. Des dons sans nul doute bien plus modestes que ceux des amis de Macron, mais qui nous sont in-dis-pen-sa-bles ! Faire entendre notre voix anticapitaliste, financer l'intervention et l'apparition du NPA, avoir les moyens humains et matériels de le faire, exigent que nous réussissions plus que jamais notre souscription. C'est le moment.

359 en 2017 (rappelons que les mêmes donateurs ont la possibilité de contribuer une fois par année). Ainsi, quatre dons de 7500 euros (soit le plafond) ont pour origine la petite commune du Sappey-en-Chartreuse dans l'Isère (à peine plus d'un milliers d'habitantEs), lieu d'habitation de la bourgeoisie grenobloise. Voilà qui en dit long...

### Et nous, qui nous finance ?

Voilà des sommes qui peuvent laisser dubitative une organisation comme la nôtre. D'abord parce que la campagne de notre candidat à l'élection présidentielle Philippe Poutou aura coûté 780 000 euros, bien loin des près de 17 millions dépensés par le candidat Macron... Ensuite, parce qu'il y a une dizaine

<https://npa2009.org/souscription>



Exposition

On connaît les avant-gardes abstraites européennes, de Piet Mondrian à Gerrit Ritveld, à Hans Arp, Jean Gorin et Sophie Taeuber-Arp de Lissitzki, Malevich ou Tatlin à Exter, Popova et Rozanov ; acteurEs d'une histoire qui a vu se marier aventure artistique et révolution sociale. On connaît beaucoup moins ces deux figures majeures de l'avant-garde polonaise que sont Katarzyna Kobro et Wladislaw Strzemiński, fondateurs de l'unisme. On avait pu voir leurs œuvres dans l'exposition *Présence polonaise* en...1983. Et depuis, quasiment rien !

Autonomie de l'art et reconfiguration de sa pratique

C'est quasiment la première exposition monographique qui leur est consacrée. Pourtant, Katarzyna Kobro et Wladislaw Strzemiński sont à plus d'un titre des personnalités exceptionnelles de cette aventure qui fit se croiser l'art et l'utopie, la peinture et la sculpture mais aussi le graphisme ou plutôt la typographie, l'architecture et le design. Issus de l'expérience du constructivisme et du suprématisme où il et elle se formèrent, Kobro et Strzemiński vont chercher à aller au plus loin dans la revendication d'une autonomie de l'art et d'une reconfiguration de sa pratique. Pour l'unisme, la peinture n'a pas besoin de « représenter », puisqu'en mobilisant une articulation dynamique entre forme et plan, ligne, cercle et courbe, elle acquiert une qualité architectonique tout en devenant le lieu d'une expérience visuelle spécifique. Les paramètres du tableau s'articulent les uns avec les autres : les couleurs tissent une relation de contiguïté avec les lignes tout en contredisant le tracé par leurs contours.

Il y a dans les peintures de Strzemiński un équilibre de relations où lignes, couleurs, matière et plan ne sont jamais définitivement organisés dans une relation hiérarchique. Ce qui les structure, c'est un principe d'égalité qui fait qu'elles demandent de l'attention et exigent que notre regard

Une avant-garde polonaise

Centre Pompidou, 24 octobre 2018-14 janvier 2019.



s'attarde sur les éléments formels du tableau. Les spectateurEs peuvent mettre l'accent sur certaines de ces composantes sans que cela occulte les autres. Car cette recherche porte sur les données propre de l'œuvre (structure, matière et couleur), sans rechercher ni effet ni dramatisation expressive. Cela explique l'absence délibérée de contrastes, de profondeur, voire de dynamisme spatial dans ses tableaux. Pour l'unisme, « l'œuvre d'art n'exprime rien... elle existe en soi ».

Puissance formelle des œuvres

Le critique d'art Jean-Francois Chevrier souligne que « le tableau est une forme de pacification [...] qui

permet de donner au regard du spectateur un espace propre, soustrait aux tensions directionnelles et au drame des forces en conflit ». Pour Strzemiński, « l'art abstrait constitue un laboratoire de recherche dans le domaine formel. Les résultats de ces recherches entrent dans la vie à titre de composants définitifs du quotidien. Il ne faut toutefois pas en déduire la nécessité d'une utilisation immédiate de l'œuvre d'art abstraite [...] l'effet social de l'art est donc indirect ». Pour Katarzyna Kobro, « l'union de la sculpture avec l'espace, la saturation de l'espace par la sculpture, la fusion de la sculpture dans l'espace et sa liaison avec lui constituent la loi organique de la

sculpture » : plus de discontinuité entre l'espace intérieur et extérieur à la sculpture ; plus de hiérarchie entre l'un et l'autre mais une relation dialectique. Leur polychromie fragmente l'unité de ses sculptures pour les articuler de façon multiple à l'espace. Au fur et à mesure que l'on tourne autour, se noue chaque fois une perception et une relation différentes à l'espace (malheureusement leur présentation relève ici d'un quasi contresens). L'exposition permet de voir la puissance formelle de leurs œuvres. Elle montre comment, par exemple dans le domaine de la typographie, il et elle ont apporté des propositions très novatrices, ainsi que leur volonté d'une inscription sociale qui se traduit dans le domaine de l'affiche, de la propagande et de l'éducation, voire de propositions architecturales où il et elle appliquèrent avec une intelligence aigüe les principes plastiques qu'ils avaient élaborés dans leur art. L'unisme va porter leurs œuvres de 1922 à 1936. Ensuite Strzemiński évolua vers une production marquée par l'influence du biomorphisme d'Hans Arp et du surréalisme. La Seconde Guerre mondiale sera à l'origine de dessins/collages photographiques évoquant indirectement ou directement le génocide des juifs de Pologne. Katarzyna Kobro et Wladislaw Strzemiński vont connaître tous les deux la violence et les destructions de l'occupation nazie et la chape de plomb du stalinisme, y compris après la guerre. L'œuvre et les artistes vont connaître censure et répression : Kobro poursuivie, salle Néo plastique du Musée de Lodz détruite, Strzemiński démis de ses fonctions. Un exposition à voir absolument, même si on regrette cependant une scénographie qui a parfois un côté « salle funéraire ».

Philippe Cyroulnik

Festival BD d'Angoulême

Pierre Christin reçoit le prix Gosciny

La conférence de presse du 46<sup>e</sup> festival d'Angoulême s'est tenue le 20 novembre à la Philharmonie de Paris (la Villette).

Cet événement a été l'occasion de célébrer une nouvelle fois la rencontre entre la musique et le neuvième art, de dévoiler le programme du festival qui se tiendra du 24 au 27 janvier 2019, d'annoncer les sélections pour les différents prix mais aussi de désigner le lauréat 2019 du prix Gosciny du meilleur scénariste. Et cette année c'est Pierre Christin qui reçoit le prix, pour son dernier album *Est-Ouest*, ainsi que pour l'ensemble de sa carrière.

Instants d'émotion intense

Il était temps car *Est-Ouest* est quand même le 99<sup>e</sup> album publié par l'auteur qui a collaboré avec les plus grands dessinateurs. *Est-Ouest*



est publié en collaboration avec le dessinateur Philippe Aymond, chez Dupuis, collection Aire libre. Entre « flower power » et catastrophe nucléaire de Tchernobyl, le scénariste de Valérian et Laureline se dévoile. On suit l'auteur dans ses voyages autour du globe, du grand Ouest

américain aux territoires les plus reculés du bloc communiste en pleine guerre froide. Comment oublier l'album *Parties de chasse* (1982) où Christin, en compagnie de Bilal, annonçait la chute du stalinisme avec bien des années d'avance ! Sur cette route qui relate 50 ans de carrière, il rencontrera Jean-Claude Mézières, Enki Bilal ou encore Jean Giraud. Des instants d'émotion intense qui donneront lieu à une exposition inédite à Angoulême !

Sous la présidence d'Harlan Coben

La 46<sup>e</sup> édition du festival international sera placée sous la présidence de Harlan Coben, qui ne devrait toutefois pas pouvoir être présent. Soyons rassuré, plus de 20 collections privées seront réunies pour illustrer le génie du maître états-unien de l'imaginaire, dans une exposition qui explosera les murs de la vieille cité charentaise. Pour ne pas être en reste avec le monde des comics américains, le festival

souhaitera le 80<sup>e</sup> anniversaire de Batman à l'Alpha, Médiathèque. La BD européenne ne sera pas en reste avec la célébration de Manara (de Pratt à Caravage), la saga de Jérémie Moreau (fauve d'or 2018), un panorama des éditions Futuropolis ou un aller-retour avec Jean Harambat. La Manga City va encore se développer avec un espace de presque 3000 mètres carrés. Comme les années précédentes, une collaboration avec le festival de Jazz à Vienne donnera l'occasion au dessinateur Brecht Evens d'improviser pendant un concert de Chassol, tandis que la musique de la Philharmonie de Paris sera hantée par les illustrations de Hansel et Gretel. Cerise sur le gâteau, la mobilisation des auteurs contre la précarité de leur statut sera enfin reconnue par une initiative financière de la région en souhaitant que le ministère de la Culture suive. Ce n'est pas gagné !

Sylvain Chardon

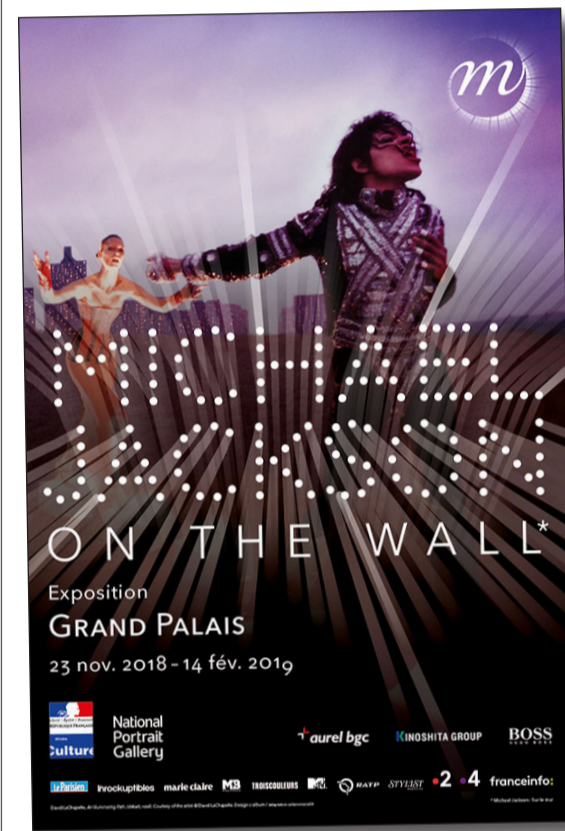
*Est-Ouest*, éditions Dupuis, 136 pages, 26 euros.

Exposition

Michael Jackson, On the Wall

Grand Palais, 23 novembre 2018-14 février 2019.

Michael Jackson, né à Gary, ville industrielle du Midwest des États-Unis, est le premier musicien noir à avoir acquis la stature de superstar internationale, transcendant les barrières, stéréotypes et préjugés, qui auparavant limitaient les opportunités offertes aux afro-américains.



Une exposition inédite

Personnalité culturelle influente du 20<sup>e</sup> siècle, considéré comme une référence dans l'univers de la musique, des clips vidéo, de la danse et de la mode, son impact sur l'art contemporain n'a jamais été abordé et n'a jamais fait l'objet d'une exposition internationale comme celle que l'on peut voir en ce moment au Grand Palais.

Près de dix ans après sa mort, son influence et sa célébrité ne faiblissent pas, et les questions qu'il a soulevées en tant que phénomène social, en particulier du point de vue de l'identité, de la question raciale et de la célébrité, sont toujours d'actualité. À travers les œuvres de douze artistes une salle retrace le passage de Michael Jackson du statut d'enfant star à celui de célébrité planétaire. Avec la sortie de l'album solo *Off The Wall* en 1979, celle de *Thriller* en 1982, l'album le plus vendu au monde, et enfin la sortie de l'album *Bad* en 1987, la décennie marque une ascension sans précédent. En mettant en lumière la façon dont les artistes contemporains se sont inspirés de la figure du King of pop pour créer, et en réunissant des talents de tous les continents, l'exposition souligne le caractère intemporel de Michael Jackson et montre à quel point ce précurseur a influencé de nombreuses facettes de la création : musique, danse, mode, vidéo.

Milo

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



# l'Anticapitaliste

n°454 | 6 décembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



## Changer le système, pas le climat!

Depuis la fin de l'été, avec deux journées de manifestations massives dans toutes les villes les 8 septembre et 13 octobre, la mobilisation pour le climat a repris de la vigueur. Des collectifs citoyens se sont constitués au travers des réseaux sociaux, les associations se sont regroupées pour soutenir ces mobilisations...

### Une contradiction insupportable

D'une part, le basculement climatique est désormais visible ici et maintenant. Celles et ceux dont les vies sont soit menacées, soit fortement bouleversées, sont de plus en plus nombreuses et nombreux : victimes des vagues de très fortes chaleurs, habitantEs des régions dévastées par des orages et pluies torrentielles, paysanEs qui voient leur travail détruit par la sécheresse ou les inondations, victimes des incendies de plus en plus nombreux et destructeurs... De l'autre, l'inaction des gouvernements, à commencer par le gouvernement français, est insupportable, jusqu'à provoquer une indigestion de couleuvres à Nicolas Hulot, le poussant à la démission. La conclusion s'impose, face à l'urgence il faut agir nous-mêmes! Les marches du 8 décembre, au moment de la COP24 (du 3 au 14 décembre à Katowice en Pologne), prévues en France et dans le monde se placent sous le signe de cette urgence, pour « sonner l'alarme climatique ». Elles renouvellent l'alliance entre un mouvement citoyen et les associations et syndicats qui, dans un texte commun, « s'engagent à rejoindre les mobilisations du 8 décembre et appellent à amplifier le réveil citoyen pour la justice sociale et écologique ».

Le NPA soutient ces marches et appelle à y participer massivement partout.

### Macron = injustice sociale + inefficacité écologique + mépris de classe

Macron et son gouvernement voudraient dresser les unEs contre les autres, celles et ceux qui se mobilisent pour le climat contre les Gilets jaunes, présentés comme incapables de se soucier de la « fin du monde ». Il se pose en champion de la lutte contre le changement climatique et proclame la nécessité de nous « désintoxiquer des énergies fossiles ». Mais derrière les discours, c'est toujours la même politique productiviste, pro-nucléaire qui est poursuivie. La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui fixe le cap énergétique



des dix prochaines années, n'annonce aucune fermeture de réacteur d'ici 2022, à part Fessenheim, et se limite à la fermeture d'une tranche par an à partir de 2025. Macron estime que le nucléaire est « une piste prometteuse » et que « l'EPR doit faire partie du bouquet d'options technologiques pour demain ». L'évocation de la réduction des énergies fossiles n'a comme seul effet que de maintenir et développer le nucléaire. Pour preuve le volet transports de la PPE dans lequel Macron réaffirme son soutien au tout-routier quand il déclare que « notre stratégie ne peut et ne doit être de se déplacer moins » et que « la voiture a un avenir en France » pour

mieux promouvoir la voiture électrique comme solution miracle. Celui qui se moque de la « fin du monde » et mène une politique climaticide au service de l'industrie nucléaire, pétrolière et automobile, c'est Macron. Il se moque aussi des « fins de mois » ou plus exactement il utilise l'alibi écologique pour accroître les inégalités sociales avec une fiscalité carbone injuste envers les plus pauvres. D'ailleurs la vérité sort de la bouche de François de Rugy : « La fiscalité écologique n'a pas vocation à résoudre les inégalités ». C'est le moins qu'on puisse en dire! Mais elle n'a visiblement pas non plus vocation à résoudre la crise climatique.

### Pour la justice sociale et climatique

Pas un mot n'est dit sur le transport routier de marchandises. Le transport aérien et naval n'est ni comptabilisé dans les émissions des gaz à effet de serre, ni taxé! Le kérosène est exonéré. Ajoutons que des masses d'argent public sont gaspillées dans des projets inutiles et climaticides comme le Grand contournement ouest de Strasbourg ou de nouveaux projets autoroutiers validés par la « loi d'orientation des mobilités » et prévus d'être engagés d'ici cinq ans. Enfin le « marché carbone européen » permet aux grandes entreprises polluantes de la sidérurgie, du pétrole, du ciment, de l'aviation... grâce à des quotas à bas coût voire gratuits, de bénéficier d'un régime « pollueur-payé » comme le dénonce à juste titre Attac. Cette stratégie de la division, de la stigmatisation et du mépris de classe est celle d'un gouvernement rejeté parce qu'il est au service d'un système, de plus en plus illégitime, injuste et destructeur de nos vies et de la vie. Activistes pour le climat ou mobilisés contre la dégradation des conditions de vie, nous avons tous intérêt à nous rejoindre, à débattre et à porter ensemble nos exigences pour l'urgence et la justice sociale et climatique.

### Converger, vraiment, maintenant!

La conjonction du mouvement des Gilets jaunes, des marches pour le climat, des mobilisations contre le racisme dans leur diversité, et du mouvement féministe, est une chance à saisir, à condition qu'aucune des questions n'efface, ne nie ou ne prétende englober les autres. Quand on se mobilise, quand on descend dans la rue, quand on s'affronte au même pouvoir, à la même répression policière, on crée les conditions de la disponibilité aux revendications des autres, de la rencontre de nos résistances pour qu'elles se mêlent, se respectent, se renforcent et s'enrichissent mutuellement.

La convergence n'est pas automatique. C'est le rôle essentiel de celles et ceux qui veulent porter un projet global de transformation sociale, qu'ils et elles soient syndicalistes ou militantEs politiques, de tout faire pour qu'il intègre pleinement l'écologie et la lutte contre toutes les oppressions et discriminations. L'avancée de la catastrophe climatique fait peser sur l'humanité, en plus des dégâts climatiques, le danger de fausses solutions capitalistes lourdes d'encore plus d'injustices sociales, comme l'accaparement des terres agricoles pour développer des monocultures destinées à absorber le CO<sub>2</sub>, la menace du déplacement forcé pour des millions de personnes menacées par la montée des océans, et par-dessus tout, dans un tel contexte, le risque de régimes autoritaires.

### L'alternative écosocialiste

Nicholas Stern, ex-vice-président de la Banque mondiale, a écrit : « Le changement climatique est l'échec de plus grave de l'économie de marché ». Cet échec pose plus que jamais la nécessité d'une alternative globale. Une alternative que nous appelons écosocialisme. Il est à la fois un programme de revendications anticapitalistes pour la socialisation des secteurs principaux (énergie, transports, finance...), la suppression des productions inutiles et la gestion commune pour décider de comment produire ce qui doit être pour prendre soin des êtres humains et de la Terre. Parce que ce programme ne saurait être imposé par en haut, il est aussi une stratégie de lutte basée sur la mobilisation, la démocratie et l'auto-organisation des exploités et des opprimés. Enfin, il est le projet d'une société désirable, plus riche en qualités humaines, basée sur les valeurs de la dignité humaine, de la solidarité, de la liberté et du respect de la Terre.

Commission nationale écologie